

édition 2019

PASCAL BONIFACE

5 IDÉES REÇUES

SUR L'ÉTAT DU MONDE

- La mondialisation
- Les guerres et conflits
- Le terrorisme
- La démocratie
- Le choc des civilisations
- Qui dirige le monde ?



ARMAND COLIN

+ de 40 000 ex. vendus



Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
Kahle/Austin Foundation

édition 2019

PASCAL BONIFACE

5 **IDÉES
REÇUES
SUR L'ÉTAT
DU MONDE**

ARMAND COLIN

Parmi les récentes publications de l'auteur :

Atlas des relations internationales, Armand Colin, 2018.

La géopolitique illustrée, Eyrolles, 2018.

L'Empire Foot, Armand Colin, 2018.

Antisémitisme, Max Milo, 2018.

Je t'aimais bien tu sais, Max Milo, 2017.

Comprendre le monde, Armand Colin, 4^e édition, 2017.

Atlas des crises et des conflits (avec Hubert Védrine), Armand Colin, 3^e édition, 2016.

Léo Ferré, toujours vivant, La Découverte, 2016.

JO Politiques : sport et relations internationales, Eyrolles, 2016.

Couverture et maquette intérieure : Cynthia Savage, savage.design.fr

Photo de couverture : Fred Supralude

Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage.

Le Code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements

d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour

les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée. Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du

Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).



© Armand Colin, 2007 pour la première édition, 2019

Armand Colin est une marque de

Dunod Éditeur, 11 rue Paul Bert, 92240 Malakoff

www.armand-colin.fr

ISBN 978-2-200-62466-8

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2° et 3° a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

50 IDÉES REÇUES SUR...

	Introduction	7
1	C'est vrai, je l'ai lu dans un livre	9
2	Les experts aident à comprendre les événements	11



... la mondialisation

3	La mondialisation s'impose à tous	14
4	Il n'y a plus de frontières	16
5	L'État n'a plus de pertinence au niveau international	18
6	Il existe une communauté internationale	20
7	Il y a de plus en plus de pauvres	22
8	Le monde est unipolaire	25
9	L'ONU ne sert à rien	27
10	La diplomatie conduit à la faiblesse (« C'est un nouveau Munich »)	30
11	Le monde va de plus en plus mal	33
12	Le monde occidental est en danger	36
13	La France ne compte plus à l'échelle internationale	38
14	Le 11 Septembre a changé le monde	41
15	L'Afrique est le continent perdant de la mondialisation	43
16	Le réchauffement climatique sera évité grâce aux progrès technologiques	46
17	Les événements sportifs mondialisés sont apolitiques	49
18	Il y a une « crise des réfugiés »	52

50 IDÉES REÇUES SUR...



... qui dirige le monde

19	Il y a un complot pour diriger le monde	56
20	Ce sont les firmes multinationales qui dirigent le monde	59
21	Les médias contrôlent l'opinion	61
22	Trump est irrationnel	64
23	Donald Trump va rendre sa grandeur à l'Amérique	67
24	Vladimir Poutine est l'homme le plus puissant de la planète	69
25	La Chine va dominer le monde	71
26	L'Europe est un nain politique	74
27	L'Allemagne domine l'Europe	77
28	Le Brexit est une catastrophe pour l'UE	80
29	La Chine et la Russie forment une nouvelle alliance	83
30	Kim Jong-un est fou	85



... les guerres et conflits

31	La puissance militaire n'est plus utile	88
32	C'est le retour à la guerre froide	90
33	Le choc des civilisations est inévitable	92
34	La Russie est une menace pour l'Occident	94
35	Le conflit sunnite-chiite structure le monde arabe	96
36	La prolifération nucléaire met le monde en danger	99
37	La Corée du Nord peut déclencher une troisième guerre mondiale	102
38	Il y aura une guerre Chine/États-Unis	104
39	Les sanctions internationales sont efficaces	107

50 IDÉES REÇUES SUR...



... la démocratie

40	Les démocraties ne font pas la guerre	112
41	La démocratie peut s'exporter	115
42	Les valeurs occidentales sont universelles	117
43	L'ingérence est une idée progressiste	119
44	La <i>realpolitik</i> est amoral	122
45	La Russie ne peut être gouvernée que par un régime fort	124
46	L'islam est incompatible avec la démocratie	127
47	L'Afrique n'est pas mûre pour la démocratie	130



... le terrorisme

48	Le terrorisme est une menace existentielle pour les pays occidentaux	134
49	Comprendre le terrorisme, c'est le légitimer	138
50	L'islam est la source du terrorisme	140

Merci à Fanny Weisselberger de m'avoir assisté à l'IRIS
pour cette 9^e édition.

Introduction

Nous sommes confrontés à un monde complexe, de plus en plus difficile à décrypter et qui semble de jour en jour plus dangereux. Dès lors, renoncer à le comprendre peut être tentant, abandonnant ces questions à quelques professionnels hautement spécialisés. Ces derniers se feront un plaisir de définir un champ clos interdit aux non-initiés afin de préserver leur situation de monopole. La seconde tentation, tout aussi regrettable, est la simplification extrême. La grille de lecture est réduite à deux paramètres opposés (bien/mal, amis/ennemis, nous/les autres) censés servir de moyens de compréhension universelle. Le monde se résume à deux composantes, et il est aisé d'en choisir une. Pourtant, parler simplement des affaires mondiales ne signifie pas nécessairement de les simplifier de manière excessive, pas plus que le jargon des spécialistes n'est gage d'intelligence des situations.

Les questions internationales n'échappent pas aux idées reçues. Penser qu'elles encombrant l'esprit du grand public, par exemple, en serait une de taille. Elles circulent également chez les professionnels de la géopolitique, qu'ils soient responsables politiques, diplomates, officiers, experts, enseignants, chercheurs ou journalistes. Si parfois certains les font circuler à dessein parce qu'ils estiment qu'elles correspondent à leurs convictions ou leurs intérêts, elles sont la plupart du temps propagées de bonne foi. On répète



ce qu'on a entendu maintes fois et on finit par y croire. Ces idées reçues sont d'autant plus fortement enracinées que ceux qui les véhiculent le font souvent en toute sincérité et sont honnêtement convaincus de ce qu'ils avancent. On les trouve un peu partout, et pas seulement sur Internet : journaux, magazines, livres – y compris parmi les ouvrages érudits – et débats politiques en fourmillent. Ainsi, il faut éviter un raisonnement binaire qui ferait des réseaux sociaux le cœur du complotisme et des médias *mainstream* une source indubitable de vérité. Très souvent, elles ont l'apparence du vraisemblable : elles ne sont pas complètement fantasmatiques, mais semblent relever du bon sens. À force de les voir circuler, elles se parent de la vertu de l'évidence. Généralement, elles sont issues d'une réalité à partir de laquelle se développe un contresens.

J'ai choisi de traiter cinquante idées reçues parmi les plus répandues sur les affaires mondiales. Après avoir énoncé l'évidence et les raisons de celles-ci (indiquées en italique dans une bulle), je me suis efforcé de montrer l'envers du décor, la réalité qui se cache derrière l'apparence.

Le livre a rencontré son public, ce qui montre que la volonté de s'informer, et donc de dépasser les idées reçues, existe. C'est pour cela que nous publions une 9^e édition actualisée. Certaines idées reçues contenues dans les éditions précédentes ont disparu. C'est bon signe, cela prouve que la pédagogie fonctionne, que le public s'informe et fait preuve de sens critique. D'autres, nouvelles, sont apparues. D'où la nécessité de poursuivre le travail.



C'est vrai, je l'ai lu dans un livre

Le livre est le symbole du savoir et de sa transmission aux yeux du public. Celui qui en écrit se distingue du simple lecteur. Le livre représente le fruit d'un travail de longue haleine, mélange de réflexions et de connaissances approfondies.

À l'heure d'Internet et de la télévision, il conserve un statut particulier par ce qu'il suppose de références, de vérifications et de crédibilité scientifique.

Croire que ce qui est dans un livre ne peut qu'être la vérité est une erreur que font souvent les étudiants ! Combien de fois ai-je entendu cette phrase venir ponctuer, voire renforcer leurs démonstrations ? Simplement, les livres ne sont pas tous des textes neutres se contentant de retracer les faits et de les resituer dans leur contexte.

L'exemple des manuels d'histoire est intéressant : ils reflètent très fortement l'idéologie nationale au moment de leur rédaction. Il suffit de consulter en parallèle d'anciens livres d'histoire français et allemands – sur la Première Guerre mondiale, par exemple – pour constater que les mêmes faits ne donnent pas lieu à la même description, et encore moins à la même interprétation. Certes, ces deux pays se sont considérablement rapprochés, au point qu'il existe



désormais un manuel d'histoire commun dont l'objectif est de « poser les bases d'une conscience historique commune chez les élèves allemands et français ». Mais le simple fait que ces deux pays puissent s'entendre sur leur histoire commune atteste de leur rapprochement idéologique actuel, et le fait que cette publication conjointe soit présentée comme une exception montre la difficulté de l'exercice. À quand, par exemple, un manuel d'histoire commun à la France et à l'Algérie ?

En dehors des manuels, il existe bien entendu une multitude d'essais dans lesquels l'auteur défend une thèse, prend position, parfois de façon ouverte, mais parfois également de façon masquée dans le but d'influencer subrepticement le public en faveur de ses idées, soit parce qu'il y croit sincèrement, soit parce qu'il a un intérêt à le faire croire. Les sujets d'apparence plus neutre (économie, biologie, par exemple) peuvent abriter des thèses parfaitement engagées. Avant d'ouvrir un livre, il est recommandé de savoir qui écrit (universitaire, journaliste, personnalité engagée), d'où il écrit (pays, institution, époque) et pourquoi (suite à quel événement ou en prévision de quelles échéances), afin d'en déduire à travers quelles « lunettes » l'auteur observe la réalité et la retranscrit pour son lecteur. Celui-ci est en droit d'exiger de l'auteur qu'il lui fournisse des éléments fiables et vérifiés (dates, chiffres, noms, etc.). L'analyse ne sera, quant à elle, jamais parfaitement neutre, quel que soit l'effort d'objectivité de l'auteur.

Ainsi, tout ce qui est écrit dans les livres, y compris d'ailleurs dans celui-ci, est contestable. Un lecteur averti en vaut deux !



Les experts aident à comprendre les événements

Les experts ont acquis au fil du temps une solide connaissance du domaine sur lequel ils s'expriment. Contrairement aux journalistes, souvent généralistes, ils se sont spécialisés sur un sujet bien défini. Ils représentent un savoir particulier et leur avis est scientifique. Leur statut est une garantie de sérieux et d'objectivité pour le public.

L'objectivité et la neutralité peuvent-elles exister sur des sujets aussi sensibles et aussi importants que les relations internationales ? Certainement pas !

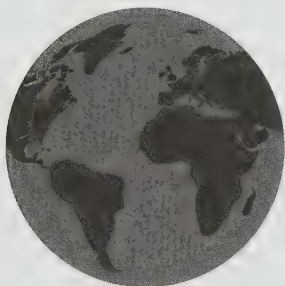
Un expert peut avoir développé une connaissance approfondie du sujet sans pour autant être un gage d'objectivité. L'expertise ne présuppose pas la neutralité. L'expert peut être soumis à des influences, selon son parcours personnel, ses origines, les milieux qu'il fréquente, etc. Tout au plus peut-on attendre d'un expert un point de vue intellectuellement honnête, et qu'il exprime sa pensée en fonction d'un raisonnement, fût-il personnel. Sa scientificité est censée limiter au maximum – mais non pas empêcher – toute subjectivité.



La question devient plus délicate lorsque des experts s'inventent des titres universitaires inexistant, des fonctions fantaisistes (ou se revendiquent de structures au titre ronflant, qui ne sont en fait que des coquilles vides), à la seule fin d'impressionner le public et de l'induire en erreur. Nous sommes là en présence de cas de manipulation de l'information : l'expert en question va développer un point de vue faussement objectif et scientifique, alors qu'il parle au nom d'intérêts privés ou étatiques, auxquels il adhère par conviction ou tout simplement parce qu'ils constituent pour lui une source de revenus. Le fait, entre mille exemples, que des « experts » aient pu affirmer avant le déclenchement de la guerre en Irak que le pays disposait d'armes de destruction massive – ce qui était faux mais qui était censé justifier la guerre aux yeux de l'opinion – montre que certains ont pour fonction de manipuler l'opinion plutôt que de l'éclairer. Il faut faire attention aux « intellectuels faussaires » qui essaient, non pas d'éclairer l'opinion, mais de la tromper.

Et que penser, par exemple, de ces « experts » qui se précipitent sur les plateaux télévisés afin de commenter un attentat terroriste, alors qu'ils ne disposent d'aucun des éléments de l'enquête ? Si, heureusement pour eux, « les paroles s'envolent », ils contribuent à décrédibiliser l'information et les médias et, de façon indirecte, à nourrir les théories du complot.

Faussaires et complotistes représentent les deux faces d'une même pièce. Le développement des canaux d'information suscite celui du recours aux experts aux qualités et intégrités inégales. Seul le recul permet d'analyser leur cohérence.



La mondialisation



La mondialisation s'impose à tous

Responsables gouvernementaux et experts ne cessent de proclamer leur impuissance face à la mondialisation. La puissance des changements technologiques, politiques et sociaux qui en découlent est telle qu'on ne peut s'y opposer. Il est impossible d'en arrêter le mouvement et même d'en modifier le cours.

L'argument de l'impuissance face à la mondialisation (ou à la « globalisation », pour s'en tenir à un terme proche du mot anglais « *globalization* ») est trop souvent mis en avant pour faire passer des décisions qui, en réalité, ne relèvent pas d'obligations absolument incontournables, mais bel et bien de choix politiques particuliers. Très souvent, on invoque la mondialisation pour contraindre ceux qui sont le moins payés à modérer leurs revendications (faute de quoi les emplois sont délocalisés dans les pays du Sud ou de l'Est), et permettre à ceux qui sont en haut de la chaîne hiérarchique d'augmenter de façon exponentielle leurs revenus (auquel cas les compétences s'expatrient dans d'autres pays du Nord).

La mondialisation, qu'est-ce que c'est ? C'est l'effacement des frontières du fait des nouveaux moyens technologiques qui permettent de meilleures communications, transports



et contacts, une liberté plus grande des mouvements de capitaux, l'extension de l'économie de marché, l'irruption des technologies de l'information ; c'est en même temps la cause et la conséquence de la chute du communisme. Par voie de conséquence, pour les uns, la mondialisation est l'extension à l'échelle mondiale des valeurs démocratiques et de la prospérité. Pour les autres, c'est l'américanisation de la planète, l'augmentation des inégalités et la remise en cause des identités au profit d'un monde déshumanisé. Mais la suprématie des États-Unis est reconsidérée par l'émergence d'autres puissances.

De fait, que l'on en soit satisfait ou non, la mondialisation est là : il est certain qu'on ne supprimera pas Internet ou qu'on ne reviendra pas en arrière sur la facilité des communications. Ce constat est certainement à l'origine d'un glissement de vocabulaire : les « antimondialistes » qui contestaient, dans les années 1990, les conditions de la mondialisation se sont baptisés « altermondialistes », signifiant ainsi qu'une autre mondialisation est possible.

Certes, la mondialisation est efficace (plusieurs centaines de millions de personnes ont dépassé le seuil de pauvreté depuis le début des années 1990), mais elle ne produit pas naturellement de la justice sociale et engendre, au contraire, de nouvelles inégalités. Cette situation n'est cependant pas une fatalité. Contrairement à ce que l'on entend souvent, la globalisation n'est pas un processus mécanique difficile à arrêter ; elle peut être un projet dont les contours seront déterminés par des choix politiques. Les décideurs peuvent être aujourd'hui différents de ceux d'hier. Ils ne sont pas pour autant impuissants, sauf de façon volontaire. L'enjeu de la mondialisation, c'est sa régulation.



Il n'y a plus de frontières

La globalisation est venue supprimer les frontières, incapables de s'opposer aux flux et aux réseaux. Les enjeux territoriaux sont devenus mineurs. Le temps et les distances ont été spectaculairement réduits – pour les chefs d'État comme pour les simples citoyens – par le téléphone ou Internet ; le contact entre personnes éloignées de milliers de kilomètres peut être immédiat. Des flux financiers énormes traversent la planète en une seconde sans être arrêtés par une seule barrière physique.

La globalisation est souvent présentée comme ayant mis fin aux logiques territoriales et ayant permis l'effacement des frontières. Bien sûr, les distances ont été raccourcies par le développement des communications, et réaliser le tour du monde en quatre-vingts jours n'est plus un exploit comme à l'époque de Jules Verne. Plus aucun État ne peut vivre en autarcie – même la Corée du Nord entretient des relations avec d'autres pays. Pourtant, il est difficile de parler de fin des frontières.

Si se déplacer du Nord au Sud de la planète (de façon individuelle pour des raisons professionnelles ou de façon massive pour des raisons touristiques) est chose de plus en



plus simple et abordable financièrement, migrer pour des raisons économiques du Sud au Nord devient de plus en plus malaisé. Face aux facilités de transport, les États opposent des politiques restrictives de visas qui n'existaient pas au XIX^e siècle. Lorsque ce n'est pas suffisant pour décourager les migrants, la tentation est grande pour les États de construire des murs, comme le font les États-Unis à la frontière mexicaine ou l'Espagne pour protéger ses enclaves de Ceuta et Melilla, passages du Maroc à l'Union européenne (UE).

La délimitation des territoires reste encore aujourd'hui la raison principale de la plupart des conflits.

La guerre du Golfe de 1990 à 1991 a, quant à elle, été causée par l'annexion du Koweït par l'Irak, et celle de 2003 par la volonté américaine de remodeler la carte du Proche-Orient. De nombreux conflits territoriaux non résolus sont la source de tensions interétatiques (entre l'Inde et le Pakistan, la Chine et le Japon ou les deux Corées, par exemple). Le conflit israélo-palestinien n'est pas religieux (les Israéliens ne veulent pas convertir les Palestiniens au judaïsme, et ceux-ci ne veulent pas convertir les Israéliens à l'islam ou au christianisme) mais porte bien sur le partage (ou non) des territoires, y compris la ville de Jérusalem. Quant à la menace terroriste actuelle, elle est certes délocalisée, mais les cibles éventuelles sont situées sur le territoire d'États, et c'est à ces États que revient la responsabilité d'organiser leur défense. L'État islamique s'était d'ailleurs doté d'une large assise territoriale, qu'une coalition internationale a reconquise.

Ainsi, frontières, territoires et États sont toujours aussi pertinents pour comprendre les relations internationales au XXI^e siècle.



L'État n'a plus de pertinence au niveau international

Trop petit pour les grandes choses et trop grand pour les petites, l'État-nation a perdu son utilité et son rôle central à l'heure de la globalisation. Il est concurrencé sur la scène internationale par les multinationales, les organisations internationales, les ONG (organisations non gouvernementales) et de multiples nouveaux acteurs plus mobiles et plus souples.

Il est incontestable que l'État n'est plus le seul acteur sur le plan international. Désormais, on ne peut plus résumer les relations internationales à des relations « interétatiques », ainsi que le faisait, auparavant, la théorie classique. D'ailleurs, ce monopole n'a jamais réellement existé. Des entités à vocation spirituelle ou économique – de la compagnie des Indes à celle de Jésus, en passant par les Templiers – ont exercé un réel pouvoir sur les affaires du monde à leur époque. Les acteurs non étatiques ont d'ailleurs survécu à l'établissement de l'ordre de Westphalie en 1648 (consacrant le principe de souveraineté et le rôle central de l'État).

L'État a toujours eu des concurrents sur la scène internationale, mais la globalisation fait que ces derniers sont aujourd'hui plus nombreux, plus diversifiés, plus actifs



et plus visibles. C'est l'objectif même des ONG à vocation mondiale de s'affranchir de la souveraineté des États. Les firmes multinationales peuvent établir un rapport de force qui leur est favorable, y compris avec des États relativement développés et plus encore avec les pays pauvres. Les autres acteurs ont pour eux la souplesse, une plus grande réactivité et un moindre souci des procédures (l'utilisation d'Internet avait permis aux antimondialistes de contester les décisions des responsables étatiques).

Il n'en reste pas moins que s'il n'en a plus le monopole, l'État demeure l'acteur central des relations internationales. C'est vers lui que l'ensemble des autres acteurs, des ONG aux firmes multinationales, dirige leurs activités. Quelle que soit la puissance d'une firme multinationale (et des lobbies qui peuvent faire pression sur les États pour faire valoir leurs intérêts), c'est bien l'État qui, *in fine*, fixe les règles d'investissements et le droit du travail, pour ne pas parler de la construction des infrastructures. Les ONG peuvent plaider pour l'établissement de règles (interdiction des mines antipersonnel, lutte contre le réchauffement climatique, durée des brevets sur les médicaments, etc.), ce sont bien en dernière instance que les États décident de les créer en ratifiant ou non les traités.

La scène internationale est de plus en plus peuplée et il devient difficile de s'y faire une place. Par ailleurs, certains États n'ont pas toujours les moyens de leur souveraineté, concurrencés par des milices armées intérieures, un rapport de force difficile avec les firmes multinationales et/ou contestés par les ONG et l'opinion. Le nombre d'États s'est notamment multiplié, passant d'une cinquantaine en 1945 à près de deux cents aujourd'hui, entraînant ainsi une dilution de leur statut. Néanmoins, l'État demeure l'acteur central et incontournable des relations internationales.



Il existe une communauté internationale

La communauté internationale est l'équivalent, à l'échelle planétaire, de ce qu'on appelle la communauté nationale à l'intérieur de nos frontières. Elle tente de gérer au mieux les affaires mondiales au nom de l'intérêt collectif. On l'évoque d'ailleurs dès qu'un problème d'importance majeure se pose. Tous les peuples partagent la même Terre et forment donc une communauté.

Le monde s'est rétréci du fait de la mondialisation. En effet, nous avons une meilleure connaissance des cultures lointaines grâce au développement des transports et des nouvelles technologies de la communication et de l'information ; cultures et peuples se mélangent du fait des migrations internationales. Pour autant, cette expression de « communauté internationale » est largement dévoyée. Même en faisant abstraction des acteurs non étatiques dont pourtant l'action a un impact incontestable sur les relations internationales, et en se limitant aux seuls États, il paraît évident que parmi les membres de cette supposée communauté, tous n'ont pas les mêmes intérêts.

Certes, le monde n'est plus bipolaire comme à l'époque de la guerre froide, mais on chercherait en vain une appréciation



commune et collective des grands enjeux. Il n'y a pas de gouvernance mondiale grâce à laquelle l'intérêt collectif serait arbitré par des décisions non contestées ; on en reste à la somme des intérêts individuels et contradictoires des États avec, de surcroît, des choix à court terme (souvent calqués sur les calendriers électoraux), et non pas une réflexion sur le long terme.

La communauté occidentale a tendance à se penser en communauté internationale. Mais les Occidentaux ont perdu le monopole de la puissance et ne peuvent plus prétendre parler « au nom » du monde. Sporadiquement, la « communauté internationale » se manifeste à l'occasion d'une catastrophe à l'échelle mondiale, qu'il s'agisse du réchauffement climatique, de catastrophes naturelles ou nucléaires, ou de l'extension de grandes pandémies. Or, le problème est que si les frontières ne peuvent plus arrêter les catastrophes, elles sont encore suffisamment fortes pour interdire des décisions collectives. La question du réchauffement climatique est symptomatique à cet égard : la menace est grave et immédiate ; elle concerne tous les pays ; il faut agir à la fois dans l'urgence et sur le long terme ; chacun peut agir, même à son petit niveau. Pourtant, pendant très longtemps, les différents pays n'ont pas été capables de prendre des décisions collectives contraignantes et efficaces pour lutter contre cette menace. De ce point de vue, l'accord de Paris sur le climat, signé en décembre 2015 lors de la COP21, est vraiment exceptionnel, dans tous les sens du terme. Il a cependant été dénoncé par les États-Unis.

Lorsque les médias utilisent le terme de communauté internationale, c'est le plus souvent pour évoquer l'absence de décision ou de résultats positifs. S'il existe une communauté internationale, son caractère le plus visible reste l'impuissance.



Il y a de plus en plus de pauvres

Loin d'être éradiquée, la misère semble se développer et l'aide au développement vouée à l'échec. Selon l'ONG Oxfam, 87 % des personnes dans le monde pensent que la pauvreté a augmenté ou stagné au cours des vingt dernières années.

La pauvreté n'a en effet pas disparu de la surface de la planète. Mais elle est en recul à l'échelle mondiale. Contrairement à ce qui lui est reproché, la mondialisation a permis de sortir un nombre important de gens du seuil d'extrême pauvreté. Rien qu'en Chine, 700 millions de personnes s'en sont échappées au cours des quarante dernières années.

En 2000, l'ONU adoptait les objectifs mondiaux pour le développement. L'un d'entre eux visait à réduire de moitié le taux de pauvreté existant entre 1990 et 2015, objectif atteint en 2010. D'après la Banque mondiale, 800 millions d'individus vivent encore actuellement sous le seuil d'extrême pauvreté (fixé à 1,90 \$ par jour). Ce chiffre était de 1,9 milliard en 1980, ce qui veut dire que le nombre d'individus vivant en deçà de ce seuil a diminué de plus de 1 milliard de personnes, alors que la population est, elle, passée de 4,5 à 7,2 milliards de personnes au cours de la



même période. Le taux d'extrême pauvreté a été divisé par quatre : il concernait 42 % de la population il y a trente ans, contre moins de 10 % en 2015.

Nombre de personnes vivant en deçà du seuil de pauvreté (en million)

	1981	1990	2008	2010	2015*
Moins de 1,25 \$/jour	1938	1909	1289	1200	736

Source : BONIFACE Pascal, 2017, *Comprendre le monde*,
Armand Colin.

*À partir de 2013, le nouveau seuil définit par la Banque mondiale est de 1,9 \$/jour.

L'Afrique et l'Asie concentrent la plus importante part de cette population pauvre : en Asie de l'Est, il n'y a plus que 74 millions de très pauvres (contre 1 milliard en 1980). Le taux y est passé de 80,5 % à 3,7 % de la population. En Afrique subsaharienne, la pauvreté concernait près de la moitié de la population en 1980, contre 40 % aujourd'hui.

Bien qu'efficace, la mondialisation est également injuste car, tout en réduisant la pauvreté, elle accroît les inégalités. En effet, le patrimoine cumulé des 1 % les plus riches dépasse de près celui de la moitié du restant de la population mondiale. Les 50 % des habitants les plus pauvres de la planète ne détiennent que 1 % de la richesse mondiale. De son côté, la Chine compte plus de milliardaires que les États-Unis ; en Russie, les oligarques ont quant à eux capté une grande partie des richesses. La sortie – officielle ou officieuse – du communisme pour passer à l'économie de marché a à la fois développé l'économie des pays et accru les



inégalités de façon spectaculaire par la constitution rapide de fortunes colossales. Dans le monde occidental, les nouvelles technologies de l'information et de la communication ont également permis la constitution de patrimoines faramineux pour une poignée de personnes. Les classes moyennes stagnent, et sont même proportionnellement en régression dans les pays occidentaux. En 2018, un rapport sur les inégalités mondiales mené par une centaine de chercheurs, et notamment piloté par Thomas Piketty, montre que les inégalités de revenus ont augmenté dans toutes les régions du monde depuis 1980.

Le monde est moins pauvre, mais plus inégal.



Le monde est unipolaire

La puissance américaine est sans égale : aucune autre puissance ne peut s'y comparer. Les États-Unis dominent le monde comme aucun autre pays ne l'a fait avant eux dans l'histoire.

Il n'y a effectivement aucune puissance qui puisse égaler celle des États-Unis. Ces derniers n'ont plus de rivaux à leur taille, comme du temps de la compétition américano-soviétique. Il manque à l'Europe l'unité et la puissance stratégique. Le Japon ne représente que le tiers du PNB américain et dépend largement de la protection américaine. Malgré son formidable développement, la Chine reste encore moins riche que les États-Unis et loin derrière en matière de *soft power* (pouvoir d'influence). La Russie, si elle a mis fin au déclin des années 1990, ne pourra pas retrouver ce que fut la puissance soviétique.

Lorsqu'on prend en considération les principaux critères de la puissance (économique, stratégique, culturelle au sens large et technologique), les États-Unis arrivent en tête, dans chacun d'entre eux, et très certainement lorsque les quatre sont réunis : ils pèsent plus de 18 000 milliards de dollars et ont le premier PIB au monde, la Chine étant encore derrière malgré son formidable développement ; ils ont une population de 321 millions de personnes, ce qui leur assure un marché intérieur conséquent. Ils sont l'un des rares pays occidentaux à prévoir



une croissance démographique (liée largement à l'immigration). Ils déposent près de la moitié des brevets mondiaux. La relation bilatérale la plus importante pour chaque pays, qu'elle soit bonne ou non, est celle établie avec Washington.

Pour autant, le monde n'est pas unipolaire car, au sein d'un monde globalisé, un pays seul ne peut prétendre régir la planète. Les guerres d'Irak et d'Afghanistan suffiraient à le prouver. Dans un monde qui serait réellement unipolaire, l'hyperpuissance américaine n'aurait aucune difficulté à gérer un pays (l'Irak) de vingt-cinq millions d'habitants, ruiné par trois décennies de dictature, douze ans d'embargo et trois guerres majeures. Les États-Unis seraient parvenus à imposer aux Israéliens et aux Palestiniens une paix qui ne mettrait pas en contradiction l'alliance stratégique de Washington avec Israël et les besoins qu'ils ont de développer les relations avec les pays arabes. Ils n'auraient aucun mal à rappeler à l'ordre l'ensemble des pays, petits ou grands, qui de façon virulente ou modérée contestent leur suprématie. L'Iran aurait arrêté son programme nucléaire sans qu'il soit nécessaire de négocier douze ans, la Chine aurait rehaussé le niveau de sa monnaie dès la première demande américaine et la Russie n'aurait pas annexé la Crimée.

La mondialisation, la multiplication et la diversification des acteurs internationaux aussi bien que l'ampleur des défis mondiaux à relever font de l'unipolarité une notion désuète. Si le monde n'est pas multipolaire, du fait de la prééminence américaine, il n'est pas non plus unipolaire, du fait de la globalisation. Barack Obama a décrit cette situation en déclarant que, sans les États-Unis, aucun problème ne peut être résolu mais que seuls, les États-Unis ne peuvent résoudre aucun problème global. Il n'est cependant pas certain que les congressistes et l'opinion américaine soient parfaitement conscients de ce phénomène.



L'ONU ne sert à rien

L'Organisation des Nations unies (ONU) est impuissante à arrêter les guerres. Le droit de veto de ses membres permanents paralyse le Conseil de sécurité, et les nombreuses dictatures qui la composent empêchent toute avancée en matière de démocratie ou de droits de l'homme.

Reprocher à l'ONU son impuissance équivaut à la rendre responsable de l'état du monde et confondre effet et cause. Selon sa Charte, l'ONU a trois missions principales : paix et sécurité collective, progrès social et développement économique, protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Certes, le bilan est pour le moins contrasté ; beaucoup reste à faire et l'ONU apparaît souvent comme une bureaucratie lourde et impuissante. La lourdeur est cependant relative, le budget ordinaire de l'ONU (hors missions de maintien de la paix) ne s'élève qu'à 5,4 milliards de dollars pour une période de deux ans, plus 8,3 milliards pour les opérations de maintien de la paix.

Ce n'est pas tant l'ONU qui est en cause que l'état et les divisions de la société internationale. Très souvent, l'organisation mondiale est bloquée par les désaccords entre les cinq membres permanents du Conseil de sécurité



(États-Unis, Russie, Chine, Royaume-Uni et France). Pour que le système mis en place par la Charte puisse fonctionner, il faudrait que l'alliance des vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale ait survécu à la fin de cette dernière. Tel ne fut pas le cas : très vite les divisions liées à la guerre froide l'ont emporté. L'existence du droit de veto est venue protéger leurs alliés. Mais il serait également inexact d'attribuer à l'existence du droit de veto l'échec du système. Il est la condition même de l'appartenance de puissances rivales à un système collectif.

À la fin de la guerre froide, lorsque l'Irak a envahi le Koweït en 1990, pour la première fois dans l'histoire, le système de sécurité collective a pu fonctionner comme prévu par la Charte. Le Conseil de sécurité a adressé un ultimatum à l'Irak afin qu'il retire ses troupes du Koweït. Le non-respect de cet ultimatum a autorisé pour la première fois une action militaire de façon légale, selon les modalités prévues par la Charte, d'où les espoirs d'un « nouvel ordre mondial » célébré par le président George Bush père, alors président des États-Unis.

Mais très rapidement, les logiques de rivalités nationales ont repris le dessus. Cependant, il est faux d'affirmer qu'il est impossible de trouver un accord au Conseil de sécurité entre Occidentaux, Russes et Chinois. Cela arrive, y compris sur des sujets sensibles comme le programme nucléaire iranien. Par ailleurs, la résolution 1973 a été adoptée pour mettre en place « la responsabilité de protéger » la population libyenne. Les abstentions russe et chinoise ont ainsi permis son adoption. Cependant, la transformation de la mission, de protection de la population à un changement de régime, entrave son utilisation future.



L'ONU compte malgré tout d'importants succès comme le démantèlement de l'apartheid en Afrique du Sud ou la restauration d'un État de droit au Cambodge. Il faut surtout prendre conscience que sans ce lien unique entre tous les pays, les conflits et inégalités seraient encore plus nombreux. Enfin, pour faire un bilan honnête de l'ONU, il faut prendre en compte l'action de l'ensemble des institutions spécialisées dont l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR), l'Unicef et l'Unesco, entre autres.

L'élargissement du Conseil de sécurité à dix membres permanents, afin de tenir compte des nouveaux rapports de force internationaux, est par ailleurs toujours bloqué.

La diplomatie conduit à la faiblesse (« C'est un nouveau Munich »)

La diplomatie n'est que le masque de la faiblesse. Les négociations sont souvent une fuite en avant, afin de ne pas faire face aux réalités stratégiques pouvant conduire à un affrontement. Le souci de l'éviter ne permet pas cependant de prévenir le conflit. Les démocraties pacifiques et prospères n'ont plus le goût de la guerre et reculent face aux régimes autoritaires. C'est le « syndrome de Munich » qui peut caractériser la conduite diplomatique des Occidentaux.

Les accords de Munich sont restés gravés dans les mémoires. Ils sont évoqués de manière récurrente, dès que les puissances occidentales sont en position de négociation. Signés le 30 septembre 1938, ils ont permis à Hitler de récupérer les Sudètes, région appartenant à la Tchécoslovaquie mais majoritairement peuplée d'Allemands. Les chefs des gouvernements anglais et français, Chamberlain et Daladier, les ont acceptés en abandonnant leur allié, la Tchécoslovaquie, croyant sauver la paix. Ils n'ont fait qu'accentuer l'appétit d'Hitler. Churchill, plus clairvoyant, les avait prévenus



en déclarant : « Vous aviez à choisir entre la guerre et le déshonneur, vous avez choisi le déshonneur et vous aurez la guerre. » Les accords de Munich avaient été applaudis à l'époque par les opinions française et britannique. Le premier sondage réalisé en France était d'ailleurs à leur propos : 57 % des Français soutenaient ces accords.

Mais à partir de cet exemple historique, certains commentateurs tirent des conclusions abusives, assimilant toute négociation à du défaitisme. Ce n'est pas parce qu'on négocie avec une autre puissance qu'on se soumet automatiquement à sa volonté. Le spectre des accords de Munich est agité dès lors qu'un gouvernement hésite à opter pour une position de force ou à entrer en guerre.

C'est en évoquant les accords de Munich que Guy Mollet a justifié la catastrophique intervention militaire française à Suez en 1956. L'attitude favorable de François Mitterrand ou d'Helmut Kohl face à Gorbatchev, parce qu'ils pensaient qu'il pouvait être un partenaire solide, a été traitée « d'esprit munichois » par leurs adversaires. C'est pourtant grâce au dialogue avec Gorbatchev que la guerre froide a pris fin de façon pacifique. « L'esprit munichois » a également été attribué à ceux qui s'opposaient à la guerre d'Irak en 2003. Cette dernière, loin de conduire à la stabilisation de la région et à l'élimination du terrorisme, a eu l'effet exactement contraire. Le même reproche fut fait à ceux qui s'opposaient aux bombardements sollicités contre l'Iran à partir de 2005, pour l'empêcher de se doter de l'arme nucléaire, or c'est une (longue) négociation qui a permis un accord le 14 juillet 2015 en vue d'atteindre cet objectif (dénoncé depuis par Donald Trump).

Il est aussi évoqué pour faire preuve de plus d'agressivité face à la Russie après son annexion de la Crimée, or le



cessez-le-feu a été permis grâce aux accords de Minsk et la livraison d'armes à l'Ukraine pour « éviter un nouveau Munich » qui aurait, au contraire, conduit à un affrontement généralisé en Europe.

Le problème est qu'utiliser la force n'est pas toujours payant, loin de là, et que la diplomatie est souvent le meilleur moyen de résoudre un conflit. La diplomatie est justement faite pour permettre aux rivaux ou ennemis potentiels de se parler. En Afghanistan, en Irak et en Libye, les politiques de force ont été plutôt contre-productives, y compris au vu des objectifs annoncés. L'évocation des accords de Munich est plutôt aujourd'hui le masque des néoconservateurs ou de tous ceux qui voudraient que les Occidentaux utilisent leur supériorité militaire pour imposer leurs vues, ce qui n'est tout simplement plus possible.



Le monde va de plus en plus mal

Terrorisme, conflits interminables, guerres civiles sanglantes, crise des réfugiés, épidémies, menaces sur la biodiversité, crise économique, réchauffement climatique, raréfaction des ressources, etc. La situation mondiale semble s'assombrir de jour en jour.

Les apparences sont trompeuses. Il y a effectivement beaucoup de motifs d'insatisfaction au regard de la situation mondiale, mais cela est davantage dû à l'écart entre un degré de connaissance de plus en plus développé de situations choquantes qui engendrent naturellement des réactions, et des opinions publiques de plus en plus exigeantes.

Il n'y a pas plus de guerres qu'auparavant, mais nous en sommes plus informés. Des massacres à grande échelle étaient plus fréquents par le passé mais nul n'en soupçonnait l'existence. De plus, il ne pèse plus sur l'humanité le risque d'une guerre nucléaire généralisée qui pourrait détruire la planète, malgré les craintes suscitées par la Corée du Nord. Sur tous les continents, la démocratie progresse. Le pouvoir se conquiert de plus en plus par les urnes et de moins en moins par les armes.



La situation actuelle, comparée au passé et non à un idéal, s'améliore régulièrement. En trente ans, plus d'un milliard de personnes sont passées au-dessus du seuil de pauvreté. L'ère des grandes famines est révolue. Le niveau d'éducation et de connaissance du public est de plus en plus élevé. Au cours du xx^e siècle, la richesse mondiale a été multipliée par vingt, l'espérance de vie a doublé et nous pouvons désormais vieillir en bonne santé.

Le racisme demeure mais il n'est plus institutionnalisé, comme il a pu l'être, y compris au sein de démocraties établies comme les États-Unis. En Afrique du Sud et en Rhodésie (devenue Zimbabwe), l'apartheid a été démantelé. L'égalité entre les hommes et les femmes a encore du chemin à parcourir mais elle est un fait acquis dans la plupart des sociétés. Le xx^e siècle aura été celui de la libération de la femme qui ne bénéficiait d'aucun droit – y compris celui de voter – dans aucune société au début du xx^e siècle.

L'accélération du nombre d'innovations et de dépôt de brevets dans de nombreux domaines scientifiques permet de lutter contre la rareté des biens, la maladie et la mort. Certes, le progrès technique n'est pas la garantie du progrès de la société humaine mais les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) permettent une meilleure diffusion de l'information.

En outre, les moyens de mobilisation, les sociétés civiles sont partout en progression. Les États ont perdu le monopole de l'information : les individus peuvent en recevoir ainsi qu'en émettre. La démocratie n'est pas établie de façon universelle mais, contrairement à la situation des années 1960, il n'y a plus qu'un seul pays totalitaire à la surface de la planète : la Corée du Nord. Y compris dans les régimes autoritaires, il existe des opinions publiques. La mainmise des



gouvernements sur les citoyens s'est desserrée. Un début de justice internationale se met en place et l'impunité régresse.

Les libertés d'aller et venir, de se marier ou non, de choisir son partenaire, d'assumer son orientation sexuelle, d'avoir ou non des enfants, ont progressé de façon fulgurante. C'est parce que le passé est oublié et magnifié que l'on peut penser que « c'était mieux avant ».

La principale inquiétude concerne le réchauffement climatique. La dégradation de la biodiversité et de l'environnement est bien réelle, du fait de son non-respect par l'Homme. La décision de D. Trump de se retirer de l'accord de Paris signé en 2015 et destiné à lutter contre le réchauffement climatique est un sujet d'inquiétude supplémentaire. En effet, l'humanité consomme chaque année davantage que ce que la Terre produit et il n'existe pas de planète de rechange à l'heure actuelle. Les croissances démographique et économique doivent donc être organisées afin d'être compatibles avec la protection de l'environnement.

Le monde occidental est en danger

Le monde occidental, s'il domine encore le monde, est de plus en plus contesté par les puissances asiatique et islamique. Le monde « blanc », dont la démographie est en berne, risque d'être submergé.

L'Europe a dominé le monde du ^{xv}^e siècle jusqu'au début du ^{xx}^e siècle. Les États-Unis ont ensuite pris le relais et ont supporté assez facilement la concurrence de l'Union soviétique, qui n'a fait jeu égal avec eux qu'au cours d'une brève période, de la fin des années 1960 au début des années 1980. Pourtant, une partie des Occidentaux craignent que leur puissance ne soit remise en cause.

Il faudrait tout d'abord s'entendre sur la définition de « monde occidental ». S'agit-il, au sens strict du terme, seulement des Européens, des Américains et des Canadiens ? S'agit-il de tout le monde « blanc », auquel cas il faut ajouter l'Australie, la Nouvelle-Zélande ? Ou du monde développé industriel, en intégrant le Japon, la Corée du Sud, Taïwan, etc. ? On voit que la définition de l'Occident peut varier ; celle de la menace également. Le Japon était vécu comme une menace pour la sécurité économique des Européens et des Américains dans les années 1980 ; il ne l'est plus aujourd'hui.



La perception de la menace et la crainte de perdre cette position de force est alimentée par la pression démographique et migratoire des pays africains et asiatiques, par la pression politique d'une religion en expansion, l'islam, et par la pression économique de deux géants en expansion : l'Inde et la Chine. La position dominante des pays occidentaux paraît évidente : ce sont les pays les plus riches (les États-Unis représentent 23 % du PIB mondial, l'UE 23 %, le Japon plus de 6 %), principaux consommateurs des matières premières et d'énergie, dont les monnaies sont celles du commerce international, maîtrisant les circuits économiques et possédant une supériorité militaire.

Mais était-il concevable qu'1/6^e de l'humanité puisse durablement utiliser les 5/6^e des richesses mondiales, comme c'était encore le cas à la fin du xx^e siècle ? Un rééquilibrage était inévitable. Dans le cas de la Chine, il pourrait presque s'agir d'un retour à la normale puisque sa très forte progression ne lui permettrait que de reprendre, d'ici la moitié du xxi^e siècle, la part dans l'économie mondiale qu'elle occupait au début du xix^e siècle ; d'autres grands pays émergents comme l'Inde, le Mexique ou l'Afrique du Sud, se positionnent comme des puissances au moins au niveau régional, et sont de plus en plus actifs dans les institutions internationales telles que l'Organisation mondiale du commerce (OMC), par exemple.

S'il est légitime de vouloir préserver une position dominante, tous les moyens ne sont peut-être pas pertinents. Ainsi, si le monde occidental souhaitait à tout prix maintenir le rapport de force existant aujourd'hui, et était prêt dans ce but à recourir à la force, il s'exposerait à de graves désillusions, et même à des risques. Il maintiendra d'autant plus facilement ses positions, ou du moins limitera leur érosion, s'il accepte un certain rééquilibrage dont il pourra tirer parti.

La France ne compte plus à l'échelle internationale

La France vit dans la nostalgie d'une grandeur révolue. Elle a l'illusion de compter encore à l'échelle internationale, alors qu'elle est en déclin constant et incapable de résoudre les grands défis mondiaux.

La thèse du déclin de la France est le fruit d'une comparaison historique inappropriée et d'une erreur sur l'appréciation de la puissance à l'ère contemporaine. Il est de bon ton de dire que la France n'a plus la place qui était la sienne du temps de Louis XIV ou de Napoléon. Encore faudrait-il choisir la période : Austerlitz ou Waterloo ? Le Roi Soleil ou une fin de règne chaotique ? Certes, le temps où la France était la première puissance européenne au sein d'un continent qui dominait le monde est révolu. Mais à comparer avec d'autres périodes de l'histoire (Sedan, la saignée de la Première Guerre mondiale, Vichy, Diên Biên Phu), la France a encore de solides arguments à faire valoir.

L'erreur porte sur la notion de puissance. Celle-ci ne peut plus se résumer au pouvoir de contraindre l'autre à agir ou au pouvoir qu'un pays aurait d'imposer ses décisions aux autres. Si d'ailleurs tel était le cas, même l'hyperpuissance américaine ne pourrait être jugée comme remplissant ces



critères. Si l'on dresse une typologie de la puissance, on constatera qu'à côté des États-Unis, qui dépassent de la tête et des épaules les autres États, il y a entre une demi-douzaine et une dizaine de pays que l'on peut qualifier de puissances mondiales, car ils ont vocation à s'exprimer sur une gamme étendue, voire générale, de sujets. Ces puissances ne peuvent emporter seules la décision sur aucun sujet, mais elles contribuent par leurs actions à les façonner.

La France fait partie de ce club restreint. D'abord, pour des raisons objectives : elle a le septième PIB mondial, est membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, membre fondateur de l'UE¹, et du G7, du G20 et de l'OMC, possède l'arme nucléaire, et son territoire s'étend de l'Europe aux Caraïbes, en passant par l'Océanie. Mais si le monde porte une attention particulière à ce que peut faire la France sur la scène internationale, c'est qu'elle semble véhiculer des valeurs à vocation universelle. Certes, l'affirmation de la spécificité française peut parfois irriter. Mais elle est souvent interprétée comme étant celle d'un pays voulant défendre des causes qui dépassent son seul intérêt national. Elle est encore créditée d'une capacité à penser de façon globale.

Aucun pays ne peut prétendre aujourd'hui résoudre seul des problèmes internationaux. Or, la France est encore un pays qui compte à l'échelle internationale, c'est du moins ce que pense le monde extérieur, qu'il le déplore ou qu'il s'en réjouisse. Certes, l'émergence des autres puissances provoque nécessairement un déclin relatif à la France. Elle diffusera d'autant mieux son message spécifique qu'elle

1 Après le Brexit, elle sera le seul pays de l'UE membre permanent du Conseil de sécurité et doté de l'arme nucléaire.



agira de façon multilatérale et qu'elle se débarrassera de certaines attitudes arrogantes qui lui ont joué des tours par le passé. Ses responsables doivent éviter le double piège de l'autodénigrement (« la France ne pèse plus rien, elle doit abandonner toute velléité d'indépendance ») ou de l'exaltation (« la France peut guider le monde »). Elle doit aussi maintenir une politique internationale spécifique, dans la ligne du « gaullo-mitterrandisme », si elle veut conserver une certaine attractivité.

L'intérêt porté par le monde à l'élection présidentielle française de 2017 et la façon dont les faits et gestes diplomatiques du nouveau président ont été scrutés lors des différents sommets internationaux, tant par la presse que par les dirigeants étrangers, confirment que la France demeure un pays qui compte sur la scène internationale. Mais, la réduction régulière de ses moyens diplomatiques pourrait, à terme, devenir gênant.



Le 11 Septembre a changé le monde

Les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis ont choqué la planète et constituent un tournant stratégique qui a changé la face du monde. Ils nous ont fait basculer dans l'univers du terrorisme global. Ce terrible événement constitue une rupture stratégique majeure.

On confond ici l'apparence spectaculaire et terrifiante des événements du 11 septembre 2001 et leur impact réel sur l'ordre mondial. Les attentats contre le World Trade Center à New York et le Pentagone à Washington ont été vécus en direct dans le monde entier par l'intermédiaire de la télévision. Les images bouleversantes, diffusées en boucle par les médias, sont dans toutes les mémoires, ainsi que le terrible bilan : près de 3 000 morts ! Le choc a été immense et l'effet de surprise total. Qui aurait pu imaginer qu'un groupe de terroristes détournerait des avions civils pour frapper au cœur de la nation la plus puissante du monde ?

Mais au-delà de cet apparent séisme géopolitique, la structure même des relations internationales n'a pas été bouleversée par les attentats du 11 Septembre. Les rapports de force entre les grandes puissances n'ont pas été modifiés, et



les États-Unis ont même affirmé leur leadership en entraînant leurs alliés dans la « guerre contre le terrorisme ».

Pour avoir été durement touchés, les États-Unis n'ont pour autant pas été affaiblis. S'ils l'ont été par la suite, c'est par les conséquences catastrophiques de la guerre d'Irak qui n'était pas la réponse appropriée. Les places respectives du Japon, de la Chine, de l'Europe ou de la Russie n'ont pas structurellement changé, et les systèmes d'alliance n'ont pas été considérablement modifiés. Si les puissances émergentes se sont affirmées, cela n'est pas dû au 11 Septembre, mais à leur croissance. Les grands défis que le monde avait à relever – réchauffement climatique, inégalités économiques Nord-Sud, grandes pandémies, conflits locaux – n'ont pas non plus subi de modification fondamentale de leur problématique. Le terrorisme existait depuis longtemps mais il a frappé plus fortement, avec une réussite qui a surpris, y compris ceux qui étaient à l'origine des attentats.

Si l'implosion de l'Union soviétique et la dissolution du bloc communiste ont entraîné la création d'un monde nouveau, par l'achèvement de l'ère bipolaire bloc contre bloc, le 11 Septembre n'a pas eu un effet semblable. L'Amérique a redécouvert sa vulnérabilité et, sous la direction de George W. Bush, en a tiré des conclusions – à notre sens, erronées – qui ont conduit à la guerre en Irak. Mais celle-ci, pour déstabilisatrice qu'elle soit dans la région, n'a ni remis en cause les grands équilibres, ni mis fin à un ordre international, ni suscité la création d'un nouvel ordre mondial. Celui-ci a poursuivi sa recomposition depuis la dernière grande rupture stratégique : la fin du monde bipolaire.



L'Afrique est le continent perdant de la mondialisation

Déchirée par des guerres civiles sans fin, minée par la corruption, dévastée par le sida, etc. Il n'est question de l'Afrique qu'en termes dramatiques. Contrairement à l'Asie, elle n'a pas su décoller économiquement. Depuis les indépendances, tous les modèles (socialistes, occidentaux) ont échoué.

Les raisons de l'afro-pessimisme étaient nombreuses au début du siècle. Avec 12 % de la population mondiale, l'Afrique représentait 1 % du PIB mondial et 2 % du commerce international au début du ^{xxi}^e siècle. Elle concentrait plus de 70 % des décès dus au sida et deux tiers des malades du VIH au niveau mondial en 2006. Paradoxalement, la fin de la guerre froide, qui faisait de l'Afrique un enjeu de la compétition Est/Ouest, n'est pas venue servir les intérêts de l'Afrique. Alors qu'on dénonçait la volonté de contrôle des superpuissances dans les années 1970 et 1980, on s'est aperçu dans les années 1990 qu'il pouvait y avoir pire : que l'Afrique soit délaissée.

Mais depuis le début du ^{xxi}^e siècle, l'afro-optimisme succède à l'afro-pessimisme. Le continent connaît une



croissance économique globale et peut être considéré comme une « réserve de développement ». De nombreux pays bénéficient d'une démocratie bien installée, confortée par des alternances politiques (Ghana, Sénégal, Botswana, etc.). Les élections, autrefois sans enjeu, sont devenues dans la plupart des pays le véritable moyen de désigner les gouverneurs et, de ce fait, peuvent donner lieu à des tensions ou des crises (Mali, Côte d'Ivoire, Kenya).

L'économie de marché se développe, et l'Afrique est de nouveau l'objet d'intérêt de nombreuses puissances extérieures, non seulement des anciennes puissances coloniales (dont la France), mais également des États-Unis (même si c'est principalement sous l'angle du facteur pétrolier et de la lutte antiterroriste). La Chine et le Japon sont également très actifs en Afrique, ainsi que l'Inde et le Brésil. La première y a d'ailleurs consolidé sa présence économique et diplomatique, notamment par le développement des infrastructures : l'ambitieux projet de « nouvelles routes de la soie » concerne l'Afrique, même si les routes historiques n'y passaient pas. Elle a par ailleurs déjà renoué la liaison ferroviaire Mombasa-Nairobi et signé, en septembre 2017, un accord de 20 milliards de dollars avec la république de Guinée, montant supérieur au PIB de ce dernier.

La redécouverte du continent par les pays riches et émergents vient du fait que parmi de nombreux enjeux de la globalisation – matières premières, lutte contre les pandémies, immigration de masse, protection de l'environnement –, l'Afrique redevient un enjeu central. Malgré la présence d'États faillis sur le continent (Somalie, Zimbabwe, République démocratique du Congo [RDC], Soudan du Sud), l'Afrique connaît, depuis le début du siècle, une croissance économique globale de 5 % par an, propulsée



par le boom du prix des matières premières. Dépourvu de téléphones fixes¹, le continent est passé directement à l'ère du mobile avec plus de 600 millions d'utilisateurs. Les sociétés civiles et les mouvements d'opinion se développent.

Bien sûr, la route est encore longue : l'Afrique doit relever le défi de la jeunesse (éducation, santé, accès à l'emploi), de la bonne gouvernance et de la mise en place de structures étatiques plus solides, mais aussi rendre plus « inclusive » sa croissance économique dont les fruits sont encore trop inégalement partagés.

¹ À la fin du xx^e siècle, il y avait plus de téléphones à Manhattan que sur tout le continent africain.

Le réchauffement climatique sera évité grâce aux progrès technologiques

Les contraintes de nature juridique internationale, comme celles contenues dans le protocole de Kyoto, sont inutiles pour lutter contre le réchauffement climatique. Si ce dernier constitue une menace bien réelle, la solution viendra des progrès de la technologie qui permettront de limiter la consommation d'énergie ou l'émission de gaz polluants.

Cette posture est à contre-courant d'une prise de conscience internationale du risque de changement climatique. Déjà en 1992, au sommet de la Terre à Rio, les États les plus riches, pour lesquels une baisse de croissance semblait plus supportable et qui étaient responsables des émissions les plus importantes, avaient pris l'engagement de stabiliser leurs émissions au niveau de 1990. En 1997, le protocole de Kyoto a traduit cette volonté en engagements quantitatifs juridiquement contraignants. À l'époque, les États-Unis acceptaient une réduction de 7 %, le Japon de 6 % et l'UE de 8 %. Pourtant, en 2001, les États-Unis, premiers émetteurs de gaz à effet de serre d'origine humaine, ont décidé de ne pas ratifier le



protocole. La Chine en a fait de même. En 2007, au sommet du G8, les pays ont envisagé de réduire leurs émissions de 50 % d'ici à 2050, mais à la demande des États-Unis, de la Chine et du Japon, n'ont pas fixé de mesures contraignantes pour arriver à ce résultat.

Pourquoi les États-Unis refusent-ils les engagements chiffrés dans la réduction des gaz à effet de serre ? Lorsqu'il était président, Bill Clinton revendiquait déjà une position à part, estimant qu'une telle mesure de réduction affecterait le développement économique du pays. À cet argument, le président Bush ajoutait également que la part humaine dans les émissions n'était pas scientifiquement prouvée. Mais, plus fondamentalement, cette posture correspond à une méfiance traditionnelle à l'égard de toute contrainte d'ordre externe aux États-Unis et à une croyance en la supériorité technologique des États-Unis et dans le fait que les progrès technologiques permettent toujours de résoudre les problèmes, y compris d'ordre politique.

Selon ce courant de pensée, les forces du marché, l'attractivité économique croissante pour ce secteur d'avenir suffiront à impulser les mouvements nécessaires pour lutter contre le phénomène de réchauffement climatique. C'est le marché – et non la réglementation – qui permettra de résoudre les difficultés. C'est néanmoins sous-estimer l'ampleur du problème du réchauffement climatique que de penser ainsi.

Un tel raisonnement induit déjà une inégalité entre les pays riches et les autres, entre ceux capables de développer des technologies nécessaires et ceux qui ne le pourront pas. C'est également ignorer que la lutte contre le réchauffement climatique passe surtout par un changement de comportement, aussi bien des entreprises que des individus, et que seul



l'État dispose de l'autorité et de la légitimité nécessaires pour entreprendre une telle action. Qu'il s'agisse de réglementations (mise en place de quotas d'émission de CO₂), de normes contraignantes, de taxation (principe du pollueur-payeur, taxe carbone) ou de subventions (soutien financier ou réglementaire aux technologies prometteuses avant qu'elles ne deviennent compétitives), voire de l'orientation de la recherche-développement, le rôle de l'État – et donc de la réglementation internationale contraignante pour l'État, cela reste essentiel pour parvenir à un résultat.

En 2014, la Chine et les États-Unis s'engageaient à réduire à terme leurs émissions de gaz à effet de serre. Les deux pays avaient réalisé que le réchauffement climatique pouvait avoir un effet négatif sur leur croissance. En 2015, la conférence internationale de Paris (COP21) a vu, pour la première fois, les États participants prendre des engagements contraignants. 195 pays se sont ainsi engagés à contenir le réchauffement climatique sous la barre des 1,5 °C d'ici 2050. Jugé insuffisant par certains, cet accord n'en est pas moins un objectif commun, pour ne pas dire universel. Ainsi, une fois élu, D. Trump dénonçait cet accord, le présentant comme contraire aux intérêts économiques américains.



Les événements sportifs mondialisés sont apolitiques

La Coupe du monde de football et les Jeux olympiques sont des événements sportifs sans enjeux stratégiques.

Tous les quatre ans, la Coupe du monde de football et les Jeux olympiques (JO) sont les deux événements sportifs mondialisés les plus médiatisés. Trente-deux pays, après une âpre phase éliminatoire, participent à la phase finale de la compétition du sport le plus populaire au monde, et toutes les nations envoient des athlètes aux JO, qui réunissent des disciplines sportives multiples et variées. Ces compétitions suscitent l'enthousiasme des supporters et des spectateurs qui vibrent devant les différents exploits réalisés. Par la grâce de la télévision, le monde entier peut les suivre. Ce sont les deux événements les plus visibles et les plus populaires de la planète.

Mais il ne s'agit pas uniquement de compétitions sportives. Leur impact stratégique ou géopolitique est de plus en plus évident. Au moment où la mondialisation vient effacer les identités nationales, les compétitions sportives les redéfinissent. Le soutien à l'équipe nationale de football transcende les clivages sociaux, ethniques, religieux et culturels, et l'équipe devient un vecteur de l'identité nationale. Le match télévisé fédère la nation derrière son équipe.



Lors des JO, chacun essaie de briller et la puissance des nations se compte au nombre de médailles. Nous sommes en plein *soft power*. Pendant la guerre froide, la compétition Est/Ouest s'y prolongeait et chaque système essayait de montrer sa supériorité par le nombre de podiums. Aujourd'hui encore, chaque État veut attirer attention, respect et sympathie grâce à ses champions, véritables stars internationales connues et admirées aux quatre coins du globe. Qu'il s'agisse de vieilles nations ou de jeunes États indépendants, la représentation nationale par l'exercice de la compétition sportive est beaucoup plus visible et fédératrice qu'une ambassade à l'ONU. De même, l'adhésion à la Fédération internationale de football association (FIFA) ou au Comité international olympique (CIO) est aussi importante que celle des organisations internationales.

L'attribution de l'organisation de la compétition fait également l'objet de luttes acharnées. Au-delà de l'impact économique, qui reste relativement limité, l'enjeu se décline en termes de prestige, dans la mesure où ces compétitions sont hautement médiatisées et que le pays qui les organise devient le centre du monde pour un temps. Ce n'est pas un hasard si les quatre chefs d'État et de gouvernement des pays dont les villes restaient en lice pour l'attribution des Jeux de 2016 sont venus plaider leur cause en octobre 2009 devant le CIO.

Au-delà des aspects techniques des quatre dossiers de Tokyo, Madrid, Chicago ou Rio – de valeur à peu près comparable –, ce sont des critères géopolitiques qui ont conduit au choix de la ville brésilienne. Le CIO entendait montrer qu'il accompagnait – voire même qu'il faisait – l'histoire en décernant pour la première fois les Jeux à un pays émergent, et ce, l'année même où le G8 était remplacé par le G20. L'Afrique du Sud a reçu la Coupe du monde de football en juin 2010. C'était la première fois qu'une compétition majeure était organisée en



Afrique, et l'implication personnelle de Nelson Mandela a été un facteur décisif dans l'obtention de la compétition. Alors que de nombreux commentateurs s'inquiétaient de la capacité du pays à organiser cet événement, la Coupe du monde a été une réussite. De même, la Chine a vu dans l'organisation des JO de 2008 la reconnaissance de son affirmation comme grande puissance. Il est probable qu'elle organise la Coupe du monde en 2030.

L'attribution de la Coupe du monde 2018 à la Russie et celle de 2022 au Qatar ont suscité des polémiques, mais la FIFA a souhaité poursuivre l'expansion du football en attribuant l'épreuve phare à des pays qui ne l'avaient encore jamais accueillie. Pour la première fois, un pays arabe et musulman va accueillir une épreuve sportive mondiale majeure. Istanbul a en revanche échoué à accueillir les JO de 2020, qui auront lieu à Tokyo.

Quant à Paris, elle a remporté l'organisation des JO de 2024 après deux échecs successifs. La Chine ne devrait pas tarder (probablement en 2030) à organiser la Coupe du monde de football. D. Trump a été jusqu'à menacer de sanctions les pays qui ne voteraient pas pour l'attribution de la Coupe du monde 2026 au trio USA-Mexique-Canada.

Il y a une « crise des réfugiés »

L'Europe a subi un afflux de réfugiés fuyant à la fois les guerres, les régimes dictatoriaux et la misère. Cette « crise des réfugiés » a provoqué des soubresauts politiques importants, provoquant une fracture parmi les pays européens.

Les deux tiers des réfugiés sont issus de cinq pays : Syrie (6,3 millions), Afghanistan (2,6 millions), Soudan du Sud (2,4 millions), Birmanie (1,2 million) et Somalie (1 million).

Cette situation pose un défi stratégique à l'Europe, au point de mettre en cause son unité, dans la mesure où cette dernière est à la fois un continent où affluent une grande partie des réfugiés et où les débats y sont les plus vifs. L'Europe demeure un eldorado de prospérité et de paix pour ceux qui vivent en dehors, au moment même où une lassitude et une forte insatisfaction se font ressentir en son sein. Cela n'empêche pas des pays hors Union européenne (UE) de recevoir beaucoup plus de réfugiés. La Turquie (3,5 millions), le Pakistan (1,4 million), l'Ouganda (1,4 million), le Liban et l'Iran (1 million) ont plus de réfugiés sur leur territoire que, par exemple, l'Allemagne (970 000).

L'UE n'a pu faire face à l'afflux de réfugiés, du fait de profondes divergences de vues sur la meilleure façon d'y



répondre. Nous assistons plus à une « crise de l'accueil » qu'à une réelle « crise des réfugiés ». Étant donné la situation, une rupture entre l'Est et l'Ouest a réapparu. La Pologne et la Hongrie n'ont même pas été capables d'accueillir les 2000 réfugiés que les quotas de l'UE leur avaient attribués. Ces pays sont d'ailleurs plus ouverts à accueillir des réfugiés ukrainiens que ceux venant d'Afrique et du Moyen-Orient. Le rejet des réfugiés cache (mal) celui des musulmans.

Si beaucoup ont loué la générosité d'Angela Merkel, qui a accepté la venue d'un million de réfugiés en Allemagne, il ne faut pas oublier que celle-ci correspondait à l'intérêt national allemand en panne démographique et en situation de plein-emploi. Le problème est qu'A. Merkel a agi sans réelle concertation avec les autres pays européens et que son geste, en apparence généreux, était avant tout unilatéral.

Le président français, Emmanuel Macron, a eu raison de souligner qu'on ne pouvait pas réclamer des aides à l'UE sans en accepter les contreparties. Mais la France qui, avec d'autres, a laissé l'Italie se débrouiller seule en première ligne, et a même fermé sa frontière à Vintimille, est mal placée pour donner des leçons.

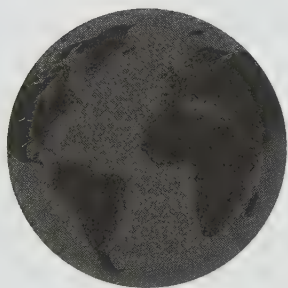
L'incapacité de l'UE à répondre au défi des réfugiés – signe de son blocage – a suscité une crise encore plus grave, montrant que le terme d'union ne correspondait pas à la présente réalité. Le défi des réfugiés a eu pour principale conséquence politique une montée des mouvements d'extrême droite, y compris en Italie, pourtant membre fondateur, qui dictent en grande partie l'agenda sur ces questions.

Le défi posé par les mouvements de réfugiés permet les pires surenchères et déclarations à l'emporte-pièce. C'est l'un des secteurs du débat public où la formule choc l'emporte sur la réflexion, l'intuition sur la connaissance et



la démagogie sur l'expertise. Cependant, nous ne manquons pas d'experts ayant une réelle connaissance du phénomène. Le problème est qu'ils ne sont pas suffisamment consultés par les pouvoirs publics. Il serait peut-être temps d'orienter les décisions en fonction des réalités et non des fantasmes.

Malgré cette idée reçue, le flux des réfugiés cherchant à rejoindre l'Europe est en décroissance. Le pic a été atteint en 2015, avec plus d'un million de candidats ; en 2018, il n'était plus qu'environ 130 000.



Qui dirige le monde ?



Il y a un complot pour diriger le monde

Francs-maçons, Juifs, CIA, club Bilderberg, États-Unis, sociétés secrètes, firmes multinationales, etc.

Tous sont régulièrement accusés de diriger le monde en coulisses et de tirer les ficelles de chefs d'État et de gouvernement, qui ne seraient ainsi que de « simples » exécutants.

Il est difficile de savoir comment se prennent les décisions internationales. Il peut ainsi être réconfortant d'en attribuer la décision à tel ou tel groupe. L'explication est confortable en ce qu'elle offre un éclairage simple(iste). L'intérêt général n'étant pas toujours au rendez-vous, il peut être tentant d'en attribuer l'origine à un groupe qui aurait fait valoir son intérêt particulier. La mondialisation rend le pouvoir plus lointain, difficilement identifiable et entrave ainsi la capacité à le comprendre.

Mais ces explications ne résistent pas à l'examen. Le monde est tellement diversifié, les acteurs internationaux si multiples, qu'un seul groupe, fut-il puissant et organisé, ne saurait imposer ses vues à tous. Même l'hyperpuissance américaine n'y parvient pas. Tout événement international est ainsi la résultante de multiples influences.



Comment expliquer que ces entités soient accusées en particulier ? Les États-Unis le sont du simple fait de leur puissance internationale inégalée. Les francs-maçons se réunissent quant à eux de façon discrète et ont longtemps été persécutés. Ils peuvent exercer une certaine influence en faveur de leurs idées et revendiquent leur solidarité. Cependant, leur attribuer la direction du monde relève du pur fantasme. Le groupe Bilderberg ou la Trilatérale réunissent des personnes influentes, qui se concertent sur la base de la « règle de Chatham House », qui implique que la liberté des débats dépend de leur caractère secret, d'où les soupçons de complotisme. Par définition, la CIA agit de façon non publique. Mais ces lieux d'échanges entre personnes exerçant par ailleurs des responsabilités ne sont pas des lieux de décisions. Israël a un poids géopolitique supérieur à son poids démographique mais le fait de dire que les Juifs – ce qui implique qu'ils sont donc tous d'accord – dirigent le monde relève d'un antisémitisme traditionnel. À la fin du XIX^e siècle, la police secrète du Tsar avait même élaboré de faux documents, *Les protocoles des Sages de Sion*, qui prétendait à un complot mondial des Juifs pour diriger le monde.

La théorie du complot est en fait démobilisatrice : s'il y a un complot pour diriger le monde, le combat pour les libertés et la transparence, le progrès, les droits de l'homme, est perdu d'avance. L'argument complotiste n'est pas seulement une excuse pour ne pas comprendre, il est également un alibi pour ne rien faire.

Mais dénoncer les thèses complotistes ne doit pas conduire à nier les stratégies d'influence. La CIA a bel et bien œuvré pour renverser Mossadegh en Iran en 1953 ou Salvador Allende en 1973, la Trilatérale ou le groupe Bilderberg agissent en faveur du libéralisme économique,



les États-Unis exercent bien, comme d'ailleurs tous les États avec leurs propres moyens, des stratégies d'influence afin de conquérir les opinions publiques. S'il convient d'être vigilant quant aux thèses complotistes, cela ne doit pas empêcher d'être lucide par rapport aux stratégies d'influence. La dénonciation du complotisme ne peut déboucher sur son pendant inverse, tout aussi dangereux : l'absence de sens critique, ou même l'accompagnement de ces stratégies.

Les mensonges d'État – comme celui de George W. Bush sur la présence d'armes de destruction massive en Irak avant la guerre de 2003 – alimentent également les « théories du complot » en décrédibilisant la parole officielle.

Ce sont les firmes multinationales qui dirigent le monde

La mondialisation a accru le rôle et le pouvoir des firmes multinationales. Le chiffre d'affaires de certaines d'entre elles dépasse le PIB de nombreux États. Ce sont désormais elles qui, souvent en coulisses, exercent le plus d'influence sur les grandes décisions.

Il serait difficile de nier l'ampleur prise par les firmes multinationales (FMN). Leur poids financier et économique leur permet de jouer un rôle important, les conduisant même, dans certains cas, à engager un bras de fer avec les États. L'exemple le plus frappant reste la participation de la firme américaine ITT dans le sanglant coup d'État militaire qui renversa le président Salvador Allende au Chili, en 1973.

Les FMN, comme les firmes pétrolières, sont souvent accusées de piller le tiers-monde, de participer à l'uniformisation culturelle (Coca-Cola, McDonald's, etc.), de sous-payer leurs salariés des pays du Sud (*maquiladoras* américaines au Mexique) et de profiter du travail des enfants, de ne pas être respectueuses de l'environnement, de mettre en danger la vie des populations locales (l'explosion de l'usine chimique Union Carbide à Bhopal



en Inde avait fait des milliers de morts en 1984 ; plus de 1 100 personnes ont trouvé la mort lors de l'effondrement du Rana Plaza en 2013 au Bangladesh), de mener des politiques subversives par rapport à certains gouvernements ou de soutenir des dictatures... Bref, d'imposer leur loi, y compris à des gouvernements démocratiques. À l'inverse, d'aucuns estiment que leurs salariés ont plus de droits et d'avantages que les autres.

Par ailleurs, les GAFA (Google, Amazon, Facebook et Apple), grandes sociétés des NTIC (nouvelles technologies de l'information et de la communication), constituent, par leur poids financier et la maîtrise des données, une réelle puissance. Des processus de concentration aboutissent à ce que certaines FMN exercent une position dominante sur un secteur économique particulier. De plus en plus détachées de leur pays d'origine, elles cherchent à s'émanciper des contraintes territoriales ; elles vont là où l'activité est la plus rentable et suivent une logique coût/opportunité obéissant à l'exigence de rentabilité. Elles sont donc peu soucieuses du sort des populations.

Pour autant, l'État conserve la maîtrise des politiques publiques : éducation, santé, infrastructures, édictons des normes de droit concernant la fiscalité, les investissements, etc. Et surtout, la visibilité des FMN, qui est un atout, peut se transformer en faiblesse. Elles doivent, ne serait-ce que pour des raisons commerciales, conserver une image positive auprès du public et des consommateurs. Les campagnes de boycott peuvent les mettre en grande difficulté. C'est pour cela que de plus en plus de FMN entrent dans un processus de responsabilité sociétale des entreprises (RSE), qui impose tout au long de la chaîne de production des critères sociaux, environnementaux et éthiques. Ainsi, en se créant une image écologiquement et socialement correcte, elles prennent à revers la contestation et s'ouvrent à de nouveaux marchés.

Les médias contrôlent l'opinion

Les médias fournissent l'information au public. Ils peuvent donc sélectionner celles qui leur conviennent et orienter ainsi les opinions publiques. L'apparition de « mass media », et notamment la télévision, est venue accentuer les possibilités de formatage de l'opinion.

Les médias de masse (*mass media*, en anglais) se définissent par le fait qu'ils organisent la communication de « un » vers « plusieurs », et que le message est unilatéral (pas d'interaction avec le public). La télévision en est l'exemple le plus notable.

Il est vrai que les pouvoirs ont toujours voulu contrôler les médias afin d'être en mesure d'orienter les opinions. Dans ce cas, l'information peut devenir rapidement de la propagande, que cette politique soit menée volontairement ou qu'elle soit tacitement intégrée par les rédactions (la pire des censures étant l'autocensure). Dans de nombreux pays, les médias échappent aujourd'hui au contrôle de l'État.

Mais la question de leur indépendance est loin d'être résolue par leur privatisation. En effet, s'ils sont la propriété d'intérêts privés, d'oligarques ou de multinationales, ceux-ci peuvent poursuivre d'autres objectifs que la seule information



du public. Les médias appartenant à des partis politiques ou à des mouvements associatifs ont au moins le mérite d'afficher leur opinion.

Pour autant, les médias ne parviennent pas totalement à formater l'opinion. Dans les pays dictatoriaux, s'il n'est guère loisible de s'exprimer, on sait que ce que disent les médias officiels n'est pas la vérité. Il y a donc une forte tentation de ne pas croire ce qui est lu, vu ou entendu, même lorsqu'il s'agit de faits authentiques. Dans les autres systèmes politiques, les médias sont soumis à un système concurrentiel. S'ils s'écartent trop de ce que le public est prêt à recevoir, ils seront délaissés par lui. On peut dire qu'ils sont tout aussi contraints et influencés par l'état de l'opinion qu'ils ne l'influencent eux-mêmes.

Dans les années 1990, la chaîne américaine CNN a pu être présentée comme le sixième membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies parce que celui-ci n'envoyait des troupes que si le conflit était filmé par la chaîne. En période de guerre, la bataille de l'opinion fait rage, mais le monopole de l'information internationale, dont CNN bénéficiait auparavant, a été ébranlé par l'apparition, entre autres, d'autres chaînes dont Al-Jazeera, la chaîne de télévision du Qatar surnommée la « CNN arabe ». Depuis, de nombreuses chaînes à vocation internationale ont vu le jour (France 24, BBC World, CCTV, Russia Today, teleSUR, etc.). En France, alors que la quasi-totalité des médias plaidaient pour le « oui » au référendum sur le traité constitutionnel de l'Union européenne (UE) en 2005, c'est pourtant le « non » qui l'a largement emporté.

Internet et les nouvelles technologies permettent, par ailleurs, d'établir des contre-pouvoirs décentralisés : la multiplicité des sources d'information, la création de blogs et



de forums fait que, grâce à Internet, l'information n'est plus à sens unique, et ne se fait pas de « un » vers la « masse », mais de « plusieurs » vers « plusieurs ». Mais attention à la qualité des informations diffusées par des personnes dont ce n'est pas le métier, sans parler des tentatives de manipulation par le lancement d'informations truquées. Le contrôle quasi total des médias nationaux par Ben Ali ou Moubarak n'a pas empêché leur chute, les populations n'étant plus prisonnières d'une source unique d'information. Les réseaux sociaux se sont avérés une source importante d'information et de regard critique sur les médias. Il y a donc une relation dialectique d'influence entre médias et opinion.

Donald Trump a utilisé l'hostilité des médias à son égard pour séduire les électeurs américains. À l'inverse, les médias français ont largement favorisé l'élection d'Emmanuel Macron à la présidence française.

À l'heure des nouvelles technologies de l'information et de la communication, le monopole des gouvernements sur l'information a disparu. L'information verticale, de haut en bas, sans interaction avec le public, qui fut l'apanage des médias de masse, a cessé. Le public est à la fois récepteur et émetteur d'information. Il peut remettre en cause directement ce qui est diffusé dans les médias, qui travaillent désormais sous un certain contrôle du public. Mais celui-ci peut aussi avoir tendance à aller vers les médias qui confirment son opinion. Les réseaux sociaux sont parfois accusés de faciliter la circulation de *fake news* (fausses nouvelles). La libre expression engendre ce risque, mais les médias *mainstream* n'ont pas toujours été exempts de reproches sur ce point. Et une fausse nouvelle diffusée sur les réseaux sociaux peut être critiquée, voire démentie.

Trump est irrationnel

Tweetant de façon compulsive, n'hésitant pas à insulter ceux qu'il considère comme ses adversaires, les journalistes ou même les chefs d'État étrangers, agissant impulsivement, s'exprimant grossièrement, Donald Trump est déroutant et perçu comme un homme irrationnel.

Il est certain que son comportement dénote avec l'ensemble de ses prédécesseurs, quels que soient leurs affiliations politiques et profils personnels. D. Trump ne tient absolument pas compte de l'avis de ses homologues étrangers, qu'ils soient issus de pays alliés ou rivaux (il semble même parfois mieux s'entendre avec certains dictateurs, comme Kim Jong-un, qu'avec des alliés comme Justin Trudeau ou Angela Merkel). Un récent ouvrage du journaliste américain Robert Woodward décrit un homme incapable de saisir les enjeux de sa présidence¹. Au sein même de son administration, une tribune (anonyme) d'un haut responsable, publiée dans le *New York Times*, dénonce quant à elle son « amoralité »².

1 WOODWARD Robert, 2018, *Fear: Trump in the White House*, Simon & Schuster (Robert Laffont, 2018 pour la traduction française).

2 *I Am Part of the Resistance Inside the Trump Administration*, 5 septembre 2018, *New York Times*. Disponible sur : <https://www.nytimes.com/2018/09/05/opinion/trump-white-house-anonymous-resistance.html>



Il prend des décisions de manière impulsive, faisant fi des conséquences sur l'état d'un monde déjà fragile. Il s'est retiré de l'Unesco et de l'accord de Paris sur le climat, a dénoncé l'accord nucléaire iranien, transféré l'ambassade américaine de Tel-Aviv à Jérusalem, a remis en cause l'accord de libre-échange nord-américain, a menacé de quitter l'OTAN et se lance à présent dans une guerre commerciale avec l'Europe et la Chine. Toutes ces décisions heurtent la très grande majorité des autres nations, qui s'inquiètent d'une remise en cause du système international et d'être projetées dans une crise de grande ampleur de gouvernance mondiale.

Derrière un style brouillon et impétueux, son attitude cache pourtant une très grande logique.

En effet, sa politique extérieure est assez cohérente, en tout cas de son point de vue. Elle est d'ailleurs avant tout et quasiment uniquement destinée à satisfaire son électorat. Si dans tous les pays la diplomatie subit des contraintes de politique intérieure, D. Trump pousse cette tendance à son paroxysme. Il est à l'origine de décisions venant satisfaire et flatter ses électeurs, dont il attend qu'ils lui permettent d'être reconduit à la Maison Blanche en 2020. Ces derniers sont – notamment les chrétiens évangélistes – farouchement pro-israéliens. Ils sont convaincus que le monde entier vit aux crochets des États-Unis et qu'il est temps de mettre fin à cette générosité envers des ingrats. Depuis la prise d'otages de l'ambassade américaine en 1979, l'Iran est détesté aux États-Unis. Ainsi, la question de savoir si l'accord nucléaire était positif pour la sécurité internationale n'a pas été prise en compte par les électeurs de D. Trump. L'Unesco leur apparaît comme une organisation inutilement coûteuse. Le réchauffement climatique est perçu comme un complot chinois pour entraver l'économie américaine. Chinois et



Européens sont accusés de piller les États-Unis par leurs excédents commerciaux. Donc, les mesures de D. Trump vont dans le bon sens pour ceux qui, adhérant à toutes ces idées reçues, ont voté pour lui en 2016.

Le président américain accroît les tensions pour alimenter le complexe militaro-industriel américain. La crise avec la Corée du Nord permet de vendre à une Corée du Sud, jusqu'ici réticente, un système coûteux de défense antimissile et d'augmenter les achats d'armes japonaises aux États-Unis. La montée des périls dans la région du Golfe se traduit par de massives commandes des pays de la région à l'industrie américaine. En échange d'une réaffirmation de son engagement envers l'OTAN, D. Trump demande aux pays européens de porter leur part du PIB consacré à la Défense à 2 %, ce qui doit également créer un afflux de ventes d'armes américaines. Le personnage est donc fantasque, facile à tourner en dérision par ses adversaires. Mais il a un objectif précis, qu'il poursuit de façon rationnelle.

Donald Trump va rendre sa grandeur à l'Amérique

Au cours de la campagne présidentielle des États-Unis en 2016, le candidat du parti républicain, Donald Trump, a fait de « Make America great again » son slogan, affichant à cette occasion son ambition de redonner à l'Amérique sa vigueur économique et stratégique.

Donald Trump a accusé son prédécesseur, Barack Obama, d'avoir affaibli les États-Unis au cours de ses deux mandats successifs. Constatant un recul américain sur de nombreux dossiers diplomatiques, il déplore son manque de fermeté vis-à-vis des autres puissances rivales ou adversaires des États-Unis. Selon lui, les États-Unis peuvent – et doivent – de nouveau diriger le monde, sans s'encombrer du respect de procédures multilatérales et d'engagements internationaux jugés pénalisant pour leurs intérêts.

Si ses réponses sont tout à fait différentes de celles de B. Obama, elles partent d'un constat comparable : les États-Unis ne fixent plus seuls l'agenda international et ne dirigent plus le monde. Mais là où B. Obama en concluait qu'ils devaient davantage s'engager dans la voie du multilatéralisme, D. Trump envisage, au contraire, un retour à un unilatéralisme vigoureux et débridé. Le problème est qu'il ne s'agit pas



uniquement d'une affaire de volonté. Que D. Trump le veuille ou non, le monopole occidental, et notamment des États-Unis, sur la puissance est révolu. Et il est impossible, voire dangereux, d'agir comme s'il subsistait.

D. Trump pense les États-Unis victimes, et non bénéficiaires, de la mondialisation et s'oppose au multilatéralisme, qui entraverait la liberté d'action de son pays. Il a retiré ce dernier de l'Unesco, de l'accord de Paris sur le climat et de celui sur le nucléaire iranien (en interdisant aux autres pays de poursuivre leurs relations commerciales avec Téhéran), et se montre très critique de l'action d'organisations internationales telles que l'ONU et l'OMC. Il dénonce les excédents commerciaux européens et chinois à l'égard des États-Unis et souhaite augmenter les tarifs douaniers à l'égard de la Chine, menaçant Pékin d'une guerre commerciale qu'il se pense certain de gagner.

Il exige des pays européens d'augmenter leurs dépenses militaires, et de privilégier les États-Unis pour leurs achats d'armements. En deux ans, il a augmenté les dépenses militaires américaines de 600 à 720 milliards de dollars. Le monde de D. Trump ne connaît pas d'alliés, mais uniquement des vassaux, qui doivent se plier docilement au leadership américain. Ses exigences peuvent lui apporter certaines satisfactions à court terme, peu de pays souhaitant frontalement s'opposer à Washington, mais peut susciter à terme des réactions dommageables pour les États-Unis, remettant par exemple en cause le rôle du dollar en tant que monnaie internationale.

Si l'économie des États-Unis se porte bien, c'était déjà le cas avant son élection. La vertigineuse augmentation du déficit budgétaire est due au fait de la baisse des impôts et de l'augmentation des dépenses militaires.

Vladimir Poutine est l'homme le plus puissant de la planète

En 2016, pour la quatrième année consécutive, le magazine Forbes désignait le président russe, Vladimir Poutine, comme l'homme le plus puissant de la planète. Cela venait consacrer à la fois son statut d'homme fort et de principal adversaire des États-Unis et de l'Occident.

Vladimir Poutine dirige la Russie d'une main de fer. Les Russes lui sont reconnaissants d'avoir mis fin à la période Eltsine de déclin stratégique et économique. Depuis qu'il est au pouvoir, il a redonné du lustre à la puissance russe et du pouvoir d'achat à sa population, notamment grâce à l'augmentation du prix du pétrole et du gaz.

Il est certain que V. Poutine avance ses pions sur la scène diplomatique, alors qu'on le disait mis en difficulté par les sanctions occidentales décidées à la suite de l'annexion de la Crimée. Celles-ci ont par ailleurs accru sa popularité sur le plan national par le sursaut patriotique qu'elles ont engendré, et dont il est le bénéficiaire direct. Il arrive à maintenir une pression sur l'Ukraine à travers les indépendantistes de la région orientale du Donbass. Par ailleurs, les difficultés de la lutte contre la corruption en Ukraine jouent en sa faveur. En Syrie, son allié, Bachar al-Assad, que beaucoup



estimaient ne pas être en mesure de se maintenir au pouvoir, est toujours en place et a repris le contrôle de la majeure partie du territoire.

Par son veto, la Russie est en mesure de bloquer d'éventuelles décisions du Conseil de sécurité des Nations unies et protège de fait le régime de Bachar al-Assad. Les sanctions prononcées contre elle sont restées occidentales et n'entravent en rien ses relations avec les autres pays. Mais au-delà de cette apparente force, V. Poutine n'est pas à la tête d'une véritable « superpuissance ». Les dépenses militaires russes, régulièrement dénoncées par les responsables de l'OTAN, ne représentent que 8 % des seules dépenses militaires américaines. À l'avenir, la Syrie risque de devenir un poids, car le pays est presque entièrement détruit et tout, ou pratiquement, est à reconstruire. Or, Moscou n'en a pas les capacités.

V. Poutine exploite au mieux ses atouts mais ils sont nettement moins importants, notamment sur le plan économique, que ceux des États-Unis ou de la Chine. La Russie, bien que méfiante, s'est d'ailleurs largement rapprochée de cette dernière. Le rapport de force entre Pékin et Moscou est très désavantageux pour cette dernière. Les PIB américain et chinois sont respectivement douze et sept fois supérieurs au PIB russe. De plus, les dépenses militaires russes sont inférieures à celles de l'Arabie saoudite ou à celles de la France et l'Allemagne réunies.

En bon stratège, V. Poutine utilise pleinement les avantages dont il dispose. Mais ces derniers sont à relativiser au regard de ceux dont disposent les autres puissances.

La Chine va dominer le monde

La Chine connaît une croissance constante, comprise entre 6 et 10 % par an depuis près de trente ans, et représente le deuxième PIB mondial. Rien ne peut l'arrêter ; elle dépassera les États-Unis d'ici une génération. La nature de son système politique la conduira à vouloir soumettre les autres nations et dominer le monde.

Au début du xv^e siècle, la flotte impériale chinoise de l'amiral Zheng He était la plus puissante du monde par le nombre de ses navires et de ses marins et par la modernité de ses technologies (gouvernail d'étambot, boussole, cartes maritimes, etc.) qui lui permettaient de naviguer en haute mer. Cette flotte parcourut le monde, allant jusqu'aux côtes africaines et peut-être plus loin. Mais ces expéditions d'exploration ne débouchèrent sur aucunes conquêtes coloniales. Un changement de la politique impériale entraîna le repli de la Chine sur elle-même, la destruction de la flotte et des plans des navires. Deux générations plus tard, Espagnols et Portugais traversaient les mers, entamant la domination européenne sur le monde.



Les Chinois utilisent cet épisode comme preuve de leur absence de volonté historique de conquête. Ils évoquent fréquemment leur « émergence pacifique ». Le but des dirigeants chinois serait simplement de retrouver l'unité du pays, mise à mal par les puissances européennes avec la signature de traités inégaux au ^{xix}^e siècle. Après le retour de Hong Kong et de Macao, les appétits territoriaux de la Chine se limiteraient à la réintégration de Taïwan. Du point de vue économique également, la Chine ne ferait que retrouver la place qui fut la sienne au ^{xix}^e siècle, époque durant laquelle elle représentait à elle seule 30 % de l'économie mondiale, il est vrai dans un monde non globalisé.

Au-delà des intentions, certains éléments objectifs pourraient venir limiter la possibilité pour la Chine de dominer le monde. Tout d'abord, il est difficile de maintenir durablement des courbes de croissance économiques aussi fortes. La Chine ne serait-elle pas finalement dans la même position que le Japon à la fin des années 1980 ? La montée en puissance japonaise paraissait irrésistible, mais a finalement été gravement affectée par l'éclatement de la bulle spéculative. Pour de nombreux économistes, la Chine est aujourd'hui sous la menace de l'éclatement d'une telle bulle.

D'autres estiment que le déséquilibre entre les régions riches et les régions pauvres est un problème, et que l'unité du pays pourrait en être affectée, les riches régions côtières ne voulant pas éternellement supporter le coût de la solidarité avec les régions les plus démunies. La Chine pourra-t-elle enfin être longtemps à l'abri des revendications politiques et sociales ? Sera-t-il encore possible pour le parti communiste chinois, tout en s'adaptant à l'économie de marché, d'accaparer la totalité du pouvoir ? Comment la Chine va-t-elle affronter le vieillissement de sa population



et les dépenses sociales qu'il induit ? Comment faire face à l'immense défi de la lutte contre la pollution ?

Autant d'inconnues qui permettent d'affaiblir la thèse d'une domination mondiale de la Chine, dont la croissance oscille désormais entre 6 et 7 % par an. D'ailleurs, on peut tout simplement se demander s'il est possible pour un seul pays – quelles que soient sa taille et sa démographie – de dominer le monde.

Certes, en plus d'être une puissance régionale (ses ambitions en mer de Chine inquiètent les pays riverains), la Chine comptera de plus en plus sur la scène internationale : elle a un siège de membre permanent au Conseil de sécurité des Nations unies, est membre de l'OMC depuis 2001 et participe de plain-pied au G20 qui se substitue au G7. Elle a créé la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (*Asian Infrastructure Investment Bank – AIIB*), dont l'objectif est de concurrencer le FMI et la Banque mondiale avec un capital équivalent à celui de cette dernière. Son ambitieux projet de « nouvelles routes de la soie » est un vaste programme d'infrastructures de niveau mondial. Elle est également très active sur les autres continents, économiquement et diplomatiquement (en Afrique, par exemple). Elle n'aura pas pour autant les pleins pouvoirs : son *soft power* reste limité, et sa montée en puissance suscite des suspicions, notamment en Asie.

L'Europe est un nain politique

Géant économique, l'Europe est un nain stratégique. Elle ne joue pas un rôle de « global player » (acteur global) sur la scène internationale, se contentant d'être un « global payer » (guichet auquel on s'adresse afin de bénéficier de financements).

L'Europe n'a pas la puissance stratégique des États-Unis. Elle n'en a pas les moyens militaires. Elle est par ailleurs encore divisée sur certains sujets essentiels, comme l'a montré l'opposition entre les partisans et adversaires de la guerre d'Irak de 2003, ou les divergences sur la reconnaissance de la Palestine. Les nouveaux venus de l'Union européenne (UE), anciens membres du pacte de Varsovie, ont une attitude bien plus méfiante à l'égard de la Russie, des réfugiés ou de l'islam que les autres pays membres. Tous les pays de l'UE n'ont pas une ambition ou les moyens d'une ambition internationale.

Les espoirs nés du traité de Maastricht, après la réunification allemande, d'instituer une politique étrangère et de sécurité commune se sont brisés devant la réalité des guerres balkaniques. L'OTAN vient assurer le besoin de sécurité et de nombreux pays européens pensent qu'il est inutile, voire dangereux, de trop s'écarter des États-Unis. Certains disent que si les pays européens avaient eu le dollar



comme monnaie, ils n'auraient jamais créé l'euro, dressant un parallèle avec ce que l'OTAN représente en matière de sécurité. Cela n'empêche pas, sur le principe, une meilleure coordination européenne au sein de l'OTAN.

Si la France n'a pas réussi à faire partager aux autres pays européens son concept d'« Europe puissance », les choses évoluent néanmoins. La puissance militaire est importante mais ne permet pas de résoudre tous les problèmes sur le plan stratégique, comme l'ont montré les échecs en Afghanistan et en Irak. On remarque aujourd'hui les points de désaccord, alors qu'auparavant ils étaient plutôt la norme. L'UE a réussi à définir une position commune sur des questions aussi essentielles que la lutte contre le réchauffement climatique, l'aide au développement, la lutte contre les grandes pandémies. Mais elle n'a pas su se montrer unie face à la « crise des réfugiés ». La réforme des institutions pour créer une présidence stable (deux ans et demi) du Conseil européen et un haut représentant de l'UE pour les affaires extérieures, à la tête d'un service diplomatique commun, permettent une meilleure coordination. Mais il reste difficile d'adopter des positions communes à 28 (ou 27) et il est probable qu'on se dirige vers une Europe à plusieurs vitesses, pour permettre à quelques-uns d'avancer plus rapidement.

L'Europe joue un rôle important de prévention des conflits, et le couple franco-allemand a réussi à faire adopter un plan de cessez-le-feu (accords de Minsk) entre la Russie et l'Ukraine en février 2015. Elle est dotée d'un *soft power* non négligeable. Elle est considérée comme une puissance pacifique et représente un ensemble politique constitué et plus fortement uni que les autres organisations régionales. Elle a surtout l'habitude du multilatéralisme dans un monde où ce dernier est de plus en plus nécessaire. Les problèmes actuels de l'Europe sont



surtout liés à son ralentissement économique, mais avec 7 % de la population, 25 % du PIB mondial et 50 % des dépenses sociales mondiales, elle demeure attractive.

L'Allemagne domine l'Europe

Forte de sa supériorité démographique et économique, l'Allemagne est en train d'imposer ses volontés au reste de l'UE, dont elle apprécie le leadership. Nous sommes en train d'assister à l'émergence d'une Europe allemande, l'Allemagne devenant moins européenne. M^{me} Merkel est le leader de l'UE.

Avec 80 millions d'habitants (contre 66 pour la France qui arrive en deuxième position), un PIB de 3 479 milliards de dollars (contre 2 466 pour la France) qui représente environ 30 % de la zone euro, un taux de chômage qui atteint 5 % de la population, alors que la moyenne de l'UE est de 10 %, et un excédent commercial bien supérieur à 200 milliards d'euros, la bonne santé de l'Allemagne la distingue des autres membres de l'UE. Le président du Conseil européen (Donald Tusk), ou de la Commission européenne (Jean-Claude Juncker), sont proches de Berlin.

L'Allemagne a donc formidablement digéré la réunification : 84 % des Allemands pensent que leur pays est la nation dominante au niveau politique et économique en Europe, et ce plus que dans le passé.

Après la crise de 2008, l'Allemagne, dont le tissu industriel est en grande partie composé de petites et moyennes



entreprises (PME) stables ayant de larges parts de marché à l'exportation, souffre moins que les autres pays de la zone euro de la baisse de la demande intérieure. La rigueur de sa gestion et sa puissance industrielle en font une exception.

Mais elle connaît aussi des poches de pauvreté et se situe à la 13^e place des pays de l'OCDE en matière d'inégalités de revenus. Elle est perçue comme étant devenue arrogante dans son règlement du problème de la dette, notamment au sein des pays du Sud, imposant des plans de rigueur aux conséquences sociales douloureuses. Cela a réveillé une germanophobie dans ces pays et plus particulièrement en Grèce, où certains ont été jusqu'à rappeler le souvenir de la Seconde Guerre mondiale ou même, pour les plus excessifs, oser une comparaison entre Merkel et Hitler. L'Allemagne est alors jugée égoïste et triomphaliste. Elle se pense vertueuse et veut rappeler aux autres pays les règles de discipline budgétaire et économique, refusant de combler des déficits permanents. Elle bénéficie également de l'effacement britannique, qui se tient hors de la zone euro et qui, sur le plan stratégique, ne s'est pas encore relevé de la guerre d'Irak de 2003. Mais la sortie prévue du Royaume-Uni la prive d'un allié libéral au sein de l'UE.

Les problèmes économiques de la France ont permis à l'Allemagne d'établir un rapport de force relativement favorable avec son principal partenaire. Néanmoins, les Allemands sont soucieux de ne pas apparaître comme trop arrogants et savent que la dégradation de leur image pourrait être, non seulement politiquement, mais également économiquement, dangereuse. Leur faible taux de natalité (1,4 enfant par femme contre 2,1 pour la France) est un facteur de faiblesse future, même si l'accueil d'environ 1 million de réfugiés va donner un coup de fouet démographique à



l'Allemagne. Angela Merkel s'est montrée généreuse dans l'accueil de réfugiés – dont l'Allemagne a besoin – mais sa gestion unilatérale du dossier a été critiquée par les autres États membres de l'UE.

Par ailleurs, l'Allemagne n'a pas les éléments d'une puissance stratégique, n'a pas de capacités de projection militaire, n'est pas membre permanent du Conseil de sécurité et ne possède évidemment pas l'arme nucléaire. Les accords de cessez-le-feu de Minsk entre l'Ukraine et la Russie n'auraient pas été possibles sans l'intervention décisive de la France. Sur le dernier plan d'aide à la Grèce, l'Allemagne a finalement dû faire des concessions.

Si le rapport de force avec la France a évolué en sa faveur, la majorité des responsables allemands ont conscience que le couple franco-allemand reste indispensable et qu'une Allemagne profondément ancrée dans l'UE est la meilleure condition de sa puissance et de sa prospérité. Vouloir trop pousser à son avantage risquerait de lui faire subir le contrecoup d'un rejet pénalisant. L'Allemagne doit subir l'hostilité affichée de D. Trump, qui souligne son excédent commercial à l'égard des États-Unis.

Le Brexit est une catastrophe pour l'UE

Le 23 juin 2016, les électeurs du Royaume-Uni se sont prononcés par référendum en faveur d'une sortie de l'UE. Le Brexit (« British exit ») renforce l'affaiblissement de l'UE et pourrait être le début de sa décomposition, entraînant d'autres départs.

C'est la première fois qu'un pays décide de quitter l'UE. Jusqu'ici, la Communauté économique européenne (CEE), puis l'UE, s'étaient régulièrement élargies, passant de 6 à 28. C'est une des raisons qui expliquent le choc ressenti par la plupart des 27 autres États membres. Le résultat du référendum n'est pas pour autant la catastrophe annoncée. Le Brexit va notamment permettre de clarifier la situation. Le Royaume-Uni, qui était jusqu'ici un partenaire important mais surtout réticent au projet de construction européenne, ne pourra plus jouer le rôle de frein intérieur. Les réticences du Royaume-Uni vis-à-vis de l'UE existaient de longue date, et celui-ci n'a d'ailleurs jamais joué de rôle moteur dans la construction européenne.

L'Europe et les dirigeants européens pourraient saisir cette opportunité pour engager l'UE sur une nouvelle voie. Jusqu'à présent, les dirigeants européens se sont montrés



insensibles, voire dédaigneux, face aux récriminations populaires. Il y a pourtant une réelle fatigue des Européens vis-à-vis des politiques d'austérité et un sentiment de n'être pas suffisamment écoutés dont il faut tenir compte. Le Brexit est un avertissement pour les instances européennes, bien qu'un « effet domino » ne soit pas réellement envisageable.

Les regrets exprimés par des partisans du vote « *Leave* » quelques heures après la victoire du Brexit, ainsi que les immenses difficultés économiques qui s'annoncent pour le Royaume-Uni, prouvent bien que le référendum britannique, loin de déclencher un effet d'entraînement qui amènerait les pays européens à s'engager à leur tour vers une sortie de l'UE, va finalement servir d'arme de dissuasion. La sortie du Royaume-Uni va permettre de mettre en lumière par l'absurde les bénéfices à tirer de l'appartenance à l'UE. Même si les hommes politiques britanniques tentent de jouer la montre, ils vont faire les frais de cette décision et, paradoxalement, prouver l'utilité de l'UE pour ses pays membres. Si les dirigeants européens prennent les bonnes décisions, l'UE pourrait finalement sortir renforcée du Brexit.

Le Royaume-Uni en sera lui fortement affaibli. Au-delà du coût économique intrinsèque à la sortie de l'UE, c'est aussi la crédibilité du pays qui est en jeu. L'Écosse pourrait se séparer du Royaume-Uni pour pouvoir préserver sa place dans l'UE. Si sécession il devait y avoir, ce serait une perte extrêmement importante pour la considération, le statut et le prestige du Royaume-Uni. La question de la frontière entre les deux Irlandes est également hautement problématique. Ce dernier va entrer dans une phase de déclin stratégique.

Par ailleurs, les Britanniques vont affaiblir leurs liens transatlantiques et perdre de la pertinence à l'égard des États-Unis. Le Royaume-Uni est un partenaire stratégique



pour les États-Unis à condition d'être influent et de relayer les volontés américaines en Europe. En s'engageant sur la voie de la sortie de l'UE, le Royaume-Uni abandonne *de facto* ce rôle et sera considéré comme moins utile. Les Américains vont estimer que le Royaume-Uni n'est plus apte à servir leurs intérêts au sein d'un continent moins stratégique qu'auparavant à leurs yeux. Finalement, le Brexit va éloigner Londres de Washington. D'autre part, le Royaume-Uni va devoir renégocier la totalité de ses accords commerciaux, jusqu'ici régis par l'UE, mais avec un rapport de force moins favorable.

Désormais, il est nécessaire que l'UE montre sa capacité à apporter des réponses aux problématiques du continent, sans toutefois engager un nouvel approfondissement qui serait rejeté par les populations européennes.

La Chine et la Russie forment une nouvelle alliance

Face à la puissance américaine et à la politique jugée agressive de Donald Trump, Moscou et Pékin ont formé une alliance, qui n'est pas sans rappeler celle de l'époque de Mao et Staline.

Après la prise de pouvoir par Mao Tsé-toung en 1949, Moscou et Pékin ont formé une alliance idéologique et stratégique, mise à l'œuvre lors de la guerre de Corée, entre 1950 et 1953. Mais, rapidement, la Chine n'a pas voulu être le fidèle second de l'alliance mondiale communiste dirigée par l'URSS et a souhaité marquer son indépendance. C'est la raison qui l'a amenée à se doter de l'arme nucléaire. La rupture devint officielle en 1961. La rivalité nationale, qui en était le véritable motif, est masquée par des querelles idéologiques. L'antagonisme entre les deux grandes puissances communistes était en tout cas réel. Nixon et Kissinger ont d'ailleurs joué la carte chinoise contre l'URSS à partir de 1972.

Deng Xiaoping pacifia les relations sino-soviétiques dans les années 1980.

L'hypothèse de la reconstitution de cette alliance avait déjà été évoquée lors de la guerre du Kosovo en 1999, menée sous la houlette des États-Unis par tous les pays de l'OTAN



et à laquelle Chinois et Russes s'étaient opposés, au moins diplomatiquement. Alors que la Russie était affaiblie et ne s'opposait pas aux États-Unis dans les années 1990, elle va de nouveau mettre en œuvre une politique de puissance après l'arrivée de V. Poutine au pouvoir. La montée en puissance de la Chine la conduit également à tenir tête aux États-Unis. Elle a refait surface lors de la guerre d'Irak puis lors de l'intervention militaire occidentale en Libye. Chinois et Russes votent généralement ensemble au Conseil de sécurité des Nations unies, promeuvent tous deux la non-ingérence dans les affaires extérieures et s'opposent de manière générale régulièrement aux Occidentaux.

Il est certain que la politique de D. Trump constitue un facteur de coopération renforcée entre les deux capitales, qui coopèrent déjà dans le cadre des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud qui incarnent le « monde émergent » face aux puissances occidentales). Les sanctions occidentales à l'encontre de la Russie, après l'annexion de la Crimée, sont un motif supplémentaire de rapprochement. Ce dernier a ses limites. La Russie représente un intérêt économique mineur pour la Chine. La différence de développement économique entre les deux pays est à l'avantage de la Chine qui est, par ailleurs, dix fois plus peuplée que la Russie. Son PIB est sept fois plus important et ses dépenses militaires presque trois fois plus.

La Russie ne veut pas s'inscrire dans un tête-à-tête déséquilibré avec la Chine. Quant à cette dernière, elle a besoin de l'accès au marché américain pour maintenir sa vigueur économique.

Kim Jong-un est fou

Capable d'invectiver le monde entier, de menacer d'une guerre nucléaire les États-Unis, de faire assassiner des « opposants » au régime, de terroriser sa propre population par une implacable répression, le leader nord-coréen est souvent qualifié de fou.

Que Kim Jong-un soit négativement perçu, non seulement dans le monde occidental, mais partout ailleurs – y compris chez son protecteur chinois qui n'apprécie pas son caractère « incontrôlable » – est une réalité. Comme le fait qu'il soit à la tête du dernier État totalitaire de la planète, où il n'y a aucune liberté publique ou privée et où le contrôle sur la population est absolu. Cette dernière souffre par ailleurs de fortes privations et est coupée du reste du monde.

Mais, il ne faut pas confondre valeurs et rationalité. K. Jong-un peut être considéré comme quelqu'un de détestable ; il n'est pas pour autant fou. Derrière ses provocations, son raisonnement est parfaitement rationnel. Son objectif n'est ni le bien-être de sa population ni une popularité internationale, mais bel et bien de demeurer au pouvoir et de maintenir un régime fondé par son grand-père, qu'il avait lui-même hérité de son père. Ce qu'il parvient

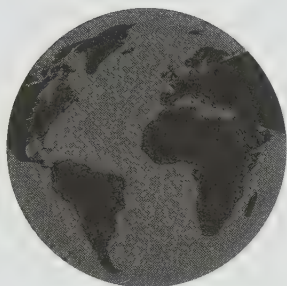


à faire, la Corée du Nord ayant même inventé un système tout à fait singulier de communisme héréditaire.

Alors que les deux Corées étaient à peu près au même niveau économique lors de la guerre de 1950, l'écart est aujourd'hui abyssal en faveur du Sud. On pourrait penser que la priorité accordée au domaine militaire, qu'il s'agisse des armes balistiques ou même de l'arme nucléaire, détourne des ressources – déjà rares – allouées aux besoins de la population. Il est également craint que K. Jong-un se lance dans une offensive militaire contre la Corée du Sud ou le Japon, préalable au déclenchement d'une troisième guerre mondiale, opposant en outre la Chine et les États-Unis.

Mais l'arme nucléaire de la Corée du Nord n'a pas pour objectif de se venger du Japon ou de réunifier la Corée par la force. K. Jong-un, comme auparavant son père, sait très bien que s'il se lançait dans une guerre, l'écart de puissance avec ses adversaires le conduirait à une défaite inéluctable et donc à son renversement. Cependant, il sait également que la possession d'arme nucléaire est une assurance-vie pour son régime et lui-même, dissuadant les États-Unis, le Japon ou la Corée du Sud de l'attaquer. Si ces derniers sont certains de remporter une guerre éventuelle, ils savent aussi que les bombardements nord-coréens pourraient atteindre Séoul et Tokyo.

K. Jong-un est – à raison – persuadé que si Mouammar Kadhafi ou Saddam Hussein avaient disposé de l'arme nucléaire, ils seraient encore en vie et au pouvoir. C'est pour ces raisons que la situation actuelle a de grandes chances de se maintenir. K. Jong-un ne renoncera pas à l'arme nucléaire, mais ne se lancera pas dans une aventure militaire, car l'un et l'autre signifieraient la fin d'un régime qui survit depuis 1945, malgré son indéniable échec économique et l'impitoyable répression mise en place.



Les guerres et conflits

La puissance militaire n'est plus utile

Au sortir de la guerre froide et après la disparition de la menace soviétique, on a beaucoup parlé des « dividendes de la paix », ce qui avait conduit à l'espoir de fortes réductions des dépenses militaires mondiales.

La compétition Est/Ouest avait conduit Soviétiques et Américains à se lancer dans une coûteuse course aux armements. Elle avait entraîné un relatif déclin des États-Unis et littéralement épuisé l'Union soviétique. À l'inverse, les pays privés d'autonomie stratégique après la Seconde Guerre mondiale, comme l'Allemagne et le Japon, paraissaient bénéficier d'une santé économique insolente. Il n'en fallut pas moins pour penser que la force militaire était un critère de puissance dépassé. L'Organisation des Nations unies (ONU) n'avait-elle pas réussi à faire jouer les règles de la sécurité collective pour la guerre d'Irak, de 1990 à 1991 ? Il n'était plus nécessaire et devenait même contre-productif de consacrer une trop grande part de sa richesse aux dépenses militaires. Non seulement, elles ne contribuaient plus à la sécurité d'un pays, mais elles venaient au contraire l'affaiblir.



Pourtant, ce ratio entre part du PIB consacrée à la Défense et bonne santé économique n'est pas aussi évident. Il est vrai qu'avec 15 % ou 20 % de sa richesse consacrée à l'armement, l'URSS s'est économiquement affaiblie. Mais d'autres raisons expliquent l'échec du système soviétique (bureaucratie, absence d'initiative, etc.). Si le Japon était certes en bonne santé avec seulement 1 % de son PIB consacré à la Défense, on trouve également des exemples contraires. Taïwan qui dépensait 10 % de son PIB pour sa Défense était en meilleure santé économique que de nombreux pays africains qui y consacraient moins de 1 %. De plus, mis à part l'épisode de la guerre d'Irak en 1990-1991, la fin de la guerre froide n'a pas débouché sur la mise en place d'un réel régime de sécurité collective ; par conséquent, la préservation de capacités de défense était la condition même de l'autonomie et de l'indépendance.

Dans un monde qui n'est pas entièrement régi par le droit, la possession de capacités de défense permet toujours d'assurer son indépendance politique. À l'inverse, trop compter sur sa puissance militaire pour régler des différends politiques peut amener à de graves erreurs stratégiques et développer l'insécurité, comme le montre l'échec américain en Irak depuis 2003. En Irak et en Afghanistan, malgré leur suprématie militaire, les États-Unis ont échoué, tout comme l'intervention franco-britannique en Libye. Les guerres de « contre-insurrection » semblent vouées à l'échec pour les puissances intervenantes extérieures. Les États-Unis réalisent aujourd'hui à eux seuls environ 48 % des dépenses militaires mondiales, sans pour autant estimer que leur sécurité est assurée. Par ailleurs, et de façon assez irrationnelle, la course aux armements a été relancée aux États-Unis, en Asie et dans les pays du Golfe.

C'est le retour à la guerre froide

Le retour de la guerre froide qui opposerait la Russie aux États-Unis est régulièrement évoqué lorsque ces deux pays ont un différend grave sur une question stratégique. Il y aurait en effet, comme au « bon vieux temps », une opposition frontale entre Moscou et Washington, chacun renforçant son dispositif militaire en Europe.

Cette présentation relève d'une reproduction légèrement paresseuse des schémas passés plus que d'une analyse des réalités stratégiques. Il y a régulièrement un bras de fer entre Russie et États-Unis (affaires Snowden, Syrie, Iran, Ukraine), il n'y a pour autant pas de retour à la guerre froide. Tout d'abord parce que le monde n'est plus bipolaire. Les membres du G20 ne sont ni des alliés alignés l'un sur l'autre ni des spectateurs passifs et muets. La Russie n'est plus le pays faible et titubant des années 1990, Poutine qui la dirige d'une main de fer fait entendre sa voix et s'oppose à Washington, mais il n'est plus à la tête d'une alliance mondiale contrôlant la moitié de l'Europe et ayant des bases et des alliances en Afrique, en Asie et dans les Caraïbes. Il n'y a plus de système idéologique à vocation mondiale qui cherche à s'exporter et à gagner du terrain sur



l'autre. Nous sommes dans le cas de rivalités nationales, de conceptions de l'intérêt national qui divergent profondément et qui se frottent et s'affrontent, mais on revient à une situation classique de géopolitique et non pas à la configuration du monde bipolaire, disparue il y a plus de vingt ans.

Parler de guerre froide relève d'ailleurs d'une vision occidental-centrée. On ne parle pas de guerre froide dans les pays émergents. Ce sont les Occidentaux qui pensaient, après le démantèlement de l'empire soviétique, que plus rien ne s'opposerait à leurs puissances et qui sont aujourd'hui déstabilisés par l'apparition de pouvoirs les contestant. Ce sont plutôt certains dirigeants et experts occidentaux (notamment à l'OTAN et au Pentagone) qui ont une vision de la guerre froide confondant Poutine avec Staline, la Russie avec l'URSS, poussant à la constitution d'un système de défense antimissiles qui rappelle le débat sur les missiles antibalistiques des années 1960 ou la guerre des étoiles des années 1980 et à l'élargissement de l'OTAN, malgré les promesses inverses faites à Gorbatchev lors de la réunification allemande.

Poutine essaie de passer des alliances tactiques avec certains pays émergents aussi réticents pour des raisons historiques aux interventions militaires extérieures, surtout si elles sont décidées en dehors du Conseil de sécurité de l'ONU et menées par les États-Unis.

Certes, il existe des pays qui s'opposent frontalement aux États-Unis. La Russie a même été accusée de s'ingérer dans les élections présidentielles américaines de novembre 2016. Post-guerre froide, elle a conservé un agenda propre au lieu de se ranger derrière celui des États-Unis. Mais nous sommes dans une logique de positionnement multiforme de rivalités entre États, pas de logique de blocs, ni de guerre froide.



Le choc des civilisations est inévitable

Entre le monde occidental, dominant mais en recul, et le monde musulman, dominé mais en expansion, l'affrontement est inévitable. Leurs valeurs sont par nature irréconciliables. De l'Afghanistan à la guerre d'Irak, en passant par les attentats du 11 Septembre, l'actualité démontre au quotidien la justesse de cette thèse.

Le « choc des civilisations » est une thèse qui fait grand bruit depuis plus de vingt ans. Développée en 1993, après l'effondrement soviétique, par Samuel Huntington, un universitaire américain, elle a été largement reprise, commentée et contestée après les attentats du 11 septembre 2001. Selon S. Huntington, les guerres allaient changer de nature. Elles avaient auparavant opposé rois et princes. Après la Révolution française, ce furent des nations toutes entières qui s'affrontèrent. Au ^{xx}e siècle, les idéologies (nazisme, communisme, capitalisme démocratique) prirent le relais. Depuis la chute du mur de Berlin, les guerres opposent les aires culturelles et les civilisations. S. Huntington évoquait surtout la lutte entre la civilisation musulmane, dominée mais en expansion, et la civilisation occidentale, dominante



mais en recul. Il ajoutait que les frontières de l'islam étaient sanglantes, car la civilisation musulmane utilisait plus souvent que les autres civilisations le conflit comme moyen politique, et que ceux auxquels elle participait étaient plus violents que les autres.

Difficile de voir pourtant la responsabilité de l'islam dans les deux guerres mondiales, dans le goulag soviétique ou chinois. Un des exemples sur lesquels s'appuyait S. Huntington – la guerre du Golfe de 1990-1991 – montrait d'ailleurs au contraire que de nombreux pays arabes (à majorité musulmane) avaient participé aux côtés des États-Unis (pays majoritairement chrétien) à une guerre contre l'Irak (pays également à majorité musulmane). Il est vrai néanmoins que la problématique des relations entre le monde occidental et le monde musulman a pris une importance fondamentale. Par exemple, le conflit du Proche-Orient, qui pouvait dans les années 1970 être jugé comme un conflit régional parmi d'autres, occupe désormais une place stratégique centrale.

Les civilisations ne sont pas monolithiques, mais surtout, S. Huntington commet l'erreur de penser que l'histoire est déjà écrite et que ces deux civilisations vont nécessairement se faire la guerre. Rien n'est automatique, tout dépendra des décisions politiques qui seront prises par les dirigeants et les peuples. Musulmans et Occidentaux peuvent très bien vivre en bonne entente, mais une succession de décisions politiques négatives pourrait également accentuer la possibilité d'un affrontement. Ce serait une erreur de penser que la guerre des civilisations est inéluctable. Cela en serait une autre de croire qu'elle ne surviendra jamais. Les attentats terroristes, la guerre d'Irak de 2003, ainsi que d'autres interventions militaires ont contribué à élargir l'hostilité entre le monde musulman et occidental.

La Russie est une menace pour l'Occident

Vladimir Poutine, qui règne d'une main de fer sur la Russie, veut prendre sa revanche sur les Occidentaux qu'il accuse d'avoir affaibli son pays à la fin de la guerre froide. Après avoir annexé la Crimée en Ukraine, il fait peser une menace militaire sur les pays européens.

Vladimir Poutine a déclaré que la disparition de l'Union soviétique était « la pire catastrophe géopolitique du xx^e siècle ». Veut-il pour autant la recréer ? Non. Bien qu'il regrette l'équilibre des forces existant à l'époque, il est assez lucide pour savoir qu'il ne peut pas y revenir. Il a d'ailleurs déclaré : « Celui qui ne regrette pas l'Union soviétique n'a pas de cœur, mais celui qui veut la recréer n'a pas de tête. » Il fait donc ce qui est en son pouvoir pour conserver une zone d'influence dans son *étranger proche*, qu'il craint de voir adhérer à l'OTAN, notamment la Géorgie (où il contrôle deux provinces sécessionnistes) et l'Ukraine.

L'annexion de la Crimée, internationalement illégale, est un cas tout à fait spécifique. Elle a été réalisée après une révolution en Ukraine présentée comme un coup d'État par la Russie. La population de la Crimée, majoritairement russophone, craignait de ce fait d'être privée de ses droits



culturels par le nouveau pouvoir antirusse à Kiev. La Crimée avait été rattachée à l'Ukraine par Khrouchtchev dans le cadre des frontières internes de l'Union soviétique, ce qui lui donnait une portée plus que limitée. Lors de l'implosion de cette dernière en 1991, le président ukrainien avait proposé à B. Eltsine de régler la question de la Crimée, ce que ce dernier avait refusé pour obtenir le plus rapidement possible l'indépendance de la Russie.

La Crimée abrite la base navale de Sébastopol, gage d'accès aux mers chaudes pour la Russie. Cette dernière a gagné la Crimée, mais a perdu l'Ukraine (autrefois pays partagé entre la Russie et l'Ouest), le sentiment national étant devenu antirusse. V. Poutine est très certainement un dirigeant autoritaire qui, estimant avoir été floué par les Occidentaux, défend par tous les moyens l'intérêt national russe et mène une politique d'opposition frontale. Il dénonce l'élargissement de l'OTAN, la guerre du Kosovo et la mise en place d'un système de défense antimissile par les Américains qui, selon lui, mettent en cause la dissuasion russe. V. Poutine a bâti une grande partie de sa popularité interne en Russie sur la critique de l'Occident. Mais, quelles que soient ses intentions, il n'a pas les moyens de s'en prendre directement à lui. En Occident, ses réseaux d'influence sont relativement faibles et sa capacité militaire ne lui permet pas de représenter une véritable menace.

La Russie n'a plus rien à voir avec ce qu'était l'URSS, qui disposait d'une parité stratégique avec les États-Unis. Son budget militaire est de 60 milliards de dollars, contre 250 pour les pays européens de l'OTAN et 717 pour les États-Unis. Le PIB de la Russie représente le 10^e du PIB américain. La dénonciation de la menace militaire russe est donc surtout avancée par l'OTAN pour lui permettre d'augmenter les dépenses militaires occidentales.

Le conflit sunnite-chiite structure le monde arabe

Le clivage chiite-sunnite est devenu la ligne de fracture stratégique la plus importante au Proche-Orient. Un arc chiite, regroupant l'Iran, l'Irak, la Syrie et le Hezbollah libanais, est en train de se constituer. En expansion, il menace les régimes sunnites et explique la montée des tensions entre l'Arabie saoudite et l'Iran.

Née d'une guerre de succession après la mort du prophète Mahomet, et ayant des causes plus politiques que théologiques, la division entre chiïtes et sunnites est réelle sur le plan religieux. Ce clivage a été relancé après la révolution en Iran, avec la prise du pouvoir par l'ayatollah Khomeiny qui impose un régime théocratique chiïte. Mais l'opposition de l'Iran avec les pays arabes du Golfe ne repose pas uniquement sur des motifs religieux : il existait également une lutte d'influence entre un régime révolutionnaire et des régimes conservateurs comme l'Arabie saoudite, venant se greffer sur l'opposition Perses-Arabes, ainsi que sur la nature du lien avec les États-Unis (d'alliance pour Riyad, d'hostilité pour Téhéran). La guerre qui oppose Bagdad à Téhéran était liée à une rivalité nationale et un conflit territorial, surtout le Chott-el-Arab. Si l'Iran a aidé à la création du Hezbollah au



Liban, parti chiite, il a également établi un système d'alliance avec le Hamas, pourtant sunnite. Il soutient en Syrie le régime de Bachar al-Assad qui est alaouite, branche lointaine du chiisme, mais les liens avaient initialement été établis pour créer une alliance de revers contre l'Irak de Saddam Hussein.

La dénonciation d'un arc chiite a été mise en avant par Abdallah de Jordanie puis reprise par Hosni Moubarak et les monarchies du Golfe, pour obtenir une aide occidentale – surtout américaine – devant la crainte d'un renversement d'alliance stratégique des États-Unis vers l'Iran. La différence religieuse existe mais n'est qu'un élément parmi d'autres du clivage, qui constitue néanmoins un épouvantail facilement ajustable. La question des relations avec Israël et les États-Unis est davantage structurante. L'Iran soutient plus l'Arménie chrétienne contre l'Azerbaïdjan chiite ; Téhéran agit ainsi plus en fonction de ses intérêts nationaux que de la solidarité religieuse. Lors de la guerre Iran-Irak (1980-1988), les chiites irakiens majoritaires sont restés loyaux à l'égard de leur État et, à l'inverse, les sunnites d'Iran sont restés loyaux à leur pays. À Bahreïn, la menace chiite a été agitée pour réprimer une contestation, avec l'aide de l'Arabie saoudite et l'assentiment des États-Unis. Il s'agissait en fait plus d'une contestation politique et sociale que religieuse. La grande rivalité entre l'Arabie saoudite et l'Iran est plus nationale et stratégique que religieuse. Du temps du Chah d'Iran, allié des États-Unis, il y avait moins d'hostilité entre Riyad et Téhéran.

Le Qatar a des relations moins antagonistes avec l'Iran que l'Arabie saoudite, alors que les deux sont sunnites wahhabites. À l'été 2017, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis déclaraient un blocus à l'encontre du Qatar. L'État islamique s'oppose aussi bien au pouvoir chiite de



Bagdad qu'aux minorités chrétiennes et aux Kurdes qui sont majoritairement sunnites.

Le clivage sunnite-chiite existe bien, mais n'est pas la rupture unique et majeure du Proche-Orient. Toutefois les rivalités stratégiques peuvent le nourrir, l'augmenter et lui donner une réalité stratégique qu'il n'avait pas initialement. Il est indéniable que ce clivage prend de l'ampleur. Il ne fournit pas pour autant une grille de lecture générale des conflits de la région.

La prolifération nucléaire met le monde en danger

Il y a un risque d'augmentation incontrôlée et rapide du nombre de pays possédant l'arme nucléaire, phénomène que l'on qualifie de « prolifération ».

Dans les années 1960, les spécialistes distinguaient deux types de prolifération : la prolifération dite « horizontale » qui concernait l'augmentation du nombre d'États possédant l'arme nucléaire et la prolifération dite « verticale » qui désignait l'augmentation du nombre d'armes nucléaires dans l'arsenal d'un pays en possédant déjà. Le traité de non-prolifération, signé en 1968, devait comporter, en échange de la renonciation des États non nucléaires à acquérir des armes, l'engagement des États nucléaires à négocier de bonne foi un traité de désarmement pouvant aller jusqu'à un désarmement nucléaire général et complet. Bref, la lutte contre la prolifération horizontale était payée par la renonciation à la prolifération verticale.

Lorsqu'on parle de prolifération aujourd'hui, seule est prise en compte la prolifération horizontale. De plus, le terme de prolifération n'est pas tout à fait adapté : la prolifération signifierait en effet l'augmentation rapide et incontrôlée d'un phénomène. Au début des années 1960, le président



Kennedy prévoyait vingt ans plus tard un monde doté d'une trentaine d'États nucléaires. Or, si l'augmentation du nombre d'États possédant l'arme nucléaire est constante, elle ne se fait pas à un rythme digne d'une prolifération. Il y avait deux États nucléaires dans les années 1940 (les États-Unis et l'URSS), un de plus dans les années 1950 (le Royaume-Uni), deux supplémentaires dans les années 1960 (la France et la Chine), puis trois nouveaux jusqu'à la fin du siècle (Israël, le Pakistan et l'Inde) ; la Corée du Nord a proclamé la posséder également. Mais des négociations chaotiques se poursuivent avec la Corée du Sud, les États-Unis, la Russie, le Japon et la Chine pour son démantèlement. L'Iran était soupçonné de vouloir acquérir l'arme nucléaire jusqu'à l'accord du 14 juillet 2015 qui garantit, grâce à un système d'inspections internationales, qu'il ne pourra pas détourner son programme nucléaire civil à des fins militaires. On ne peut donc pas vraiment parler de prolifération, même s'il y a une augmentation – lente – du nombre d'États possédant l'arme nucléaire.

La politique de non-prolifération repose sur une contradiction : les mêmes pays qui justifient la possession d'armes nucléaires pour eux-mêmes au nom de la dissuasion estiment que l'acquisition d'armes nucléaires par d'autres qu'eux mettrait en danger la sécurité internationale. Au-delà de cette contradiction intellectuelle, il faut reconnaître que l'augmentation du nombre de pays possédant l'arme nucléaire multiplie les risques d'utilisation.

Cette situation est vécue par le monde occidental comme une menace essentielle à la sécurité, parce qu'elle remet en cause sa supériorité. Ailleurs, à l'exception des voisins immédiats du pays proliférant, cette nouvelle donne n'est pas vécue comme un risque majeur. La nature des régimes



proliférants est-elle un facteur supplémentaire d'inquiétude ? La dissuasion ne serait-elle bonne que pour les grands pays démocratiques dont les dirigeants sont rationnels ? C'est oublier que l'Union soviétique de Staline ou la Chine de Mao n'étaient pas nécessairement des démocraties guidées par la rationalité au sens occidental du terme ; ces régimes ont pourtant intégré dans leur stratégie « l'équilibre de la terreur ». C'est oublier également que le seul pays ayant effectivement utilisé l'arme nucléaire – par deux fois – contre un autre pays sont les États-Unis, pays démocratique : contre le Japon en août 1945 (mais il est vrai qu'à cette époque, le concept de dissuasion nucléaire n'existait pas). De plus, des régimes dictatoriaux ou contestant l'ordre international, comme l'est le régime nord-coréen, peuvent être insupportables pour leur population et inquiétants pour leurs voisins, mais l'acquisition d'armes nucléaires ne les conduit néanmoins pas forcément à les utiliser. Les dirigeants nord-coréens sont persuadés que si Saddam Hussein et Mouammar Kadhafi avaient eu l'arme nucléaire, ils n'auraient pas été renversés par une intervention militaire extérieure. Les régimes dictatoriaux et autoritaires n'ont pas pour vocation première de se suicider, mais de se maintenir au pouvoir. L'acquisition d'armes nucléaires ne relève pas forcément de la part de ces régimes de la volonté d'agresser leurs voisins, mais peut être une façon de garantir la stabilité de leur régime vis-à-vis des autres pays.

Concernant le cas particulier de la Corée du Nord, il s'agit de sanctuariser le régime, pas de se lancer dans une guerre perdue d'avance contre la Corée du Sud, malgré les joutes verbales que se livrent Kim Jong-un et Donald Trump et les multiples lancements de missiles auxquels Pyongyang a récemment procédé.

La Corée du Nord peut déclencher une troisième guerre mondiale

Dernier régime totalitaire à la surface de la planète, doté d'armes nucléaires et de missiles balistiques, ayant à sa tête un leader fantasque, la Corée du Nord pourrait être à l'origine d'un nouvel affrontement mondial.

En 2017, Kim Jong-un, le leader nord-coréen, a procédé à de nombreux envois de missiles balistiques, malgré les protestations des autres pays. Deux d'entre eux sont passés au-dessus du Japon et il a menacé d'en envoyer sur les États-Unis. De son côté, le président américain, Donald Trump, a déclaré que la Corée du Nord pourrait connaître « le feu et la colère », évoquant une « riposte militaire massive ». La situation de la péninsule coréenne inquiète les chancelleries et observateurs internationaux et revient régulièrement à l'Une de l'actualité.

Si le régime nord-coréen inquiète légitimement (l'un des plus répulsifs de la planète et, de fait, le dernier régime réellement totalitaire), ses dirigeants ne sont pas irrationnels pour autant. Kim Jong-un a hérité de son père, dont le père avait lui-même fondé le régime après la Seconde Guerre



mondiale. Le but de ce régime n'a jamais été de conquérir la Corée du Sud ou d'attaquer le Japon, mais de se maintenir au pouvoir, ce qu'il sait perdu d'avance en cas de conflit.

Le régime nord-coréen, ouvert à une perspective de dénucléarisation sous le mandat de Bill Clinton, s'est durci, notamment après le discours sur « l'axe du mal », prononcé en janvier 2002 par George W. Bush. Il y plaçait en effet la Corée du Nord aux côtés de l'Irak et l'Iran. De plus, Kim Jong-un estime – pas entièrement à tort – que Saddam Hussein et Mouammar Kadhafi seraient toujours en vie et au pouvoir s'ils avaient bénéficié de l'arme nucléaire. Il n'y a donc aucune chance, à court ou moyen terme, qu'il accepte d'y renoncer.

D'un autre côté, malgré ses rodomontades, D. Trump n'a pas beaucoup de solutions militaires à sa portée. S'il attaque la Corée du Nord, il est certain de gagner la guerre. Cependant, entre-temps, les villes de Séoul ou Tokyo pourraient avoir été détruites. La Chine n'arrive pas à ramener la Corée du Nord à des attitudes moins provocatrices mais ne souhaite pas la chute du régime, qui provoquerait la réunification de la Corée et la présence de troupes américaines à ses frontières. En réalité, personne ne souhaite réellement la réunification : le Japon craint un renforcement de la Corée à terme ; la Corée du Sud n'a pas les moyens de payer une réunification qui entraverait rapidement son développement économique ; les États-Unis souhaitent, quant à eux, conserver leur présence stratégique dans la zone.

De son côté, le régime nord-coréen pense que l'ouverture entraînerait sa chute. Il maintient donc un contrôle total de sa population. La situation de la péninsule coréenne risque d'inquiéter encore longtemps, des tensions y ressurgissant régulièrement, sans qu'elle ne débouche pour autant sur un conflit ouvert.

Il y aura une guerre Chine/États-Unis

La montée en puissance de la Chine met en danger la suprématie américaine. La menace chinoise a remplacé la menace soviétique, l'affrontement entre la puissance dominante (les États-Unis) et la puissance montante (la Chine), dont les systèmes politiques sont par ailleurs antagonistes, est inéluctable.

Cette affirmation sous-entend que la Chine va remplacer l'Union soviétique comme partenaire/adversaire des États-Unis. Les États-Unis se sont longtemps demandé si la Chine était un partenaire ou un rival stratégique. La montée en puissance de la Chine est incontestable : bien que sa croissance ait ralenti ces dernières années, elle reste aux environs de 6 % et représente le deuxième PIB mondial. Selon certaines projections, son PIB pourrait dépasser le PIB américain d'ici dix ou quinze ans. C'est la théorie du « piège de Thucydide », pour reprendre l'analyse du grand historien grec de la guerre du Péloponnèse. Sparte, puissance dominante, mais déclinante, ne pouvant accepter la montée en puissance d'Athènes, a provoqué une guerre qu'elle a perdue. La première puissance mondiale historique ne peut supporter de se voir dépasser par la seconde.



Mais vu de Washington, ce n'est pas tellement à l'Union soviétique de la guerre froide que l'on pourrait comparer la Chine d'aujourd'hui, mais plutôt au Japon des années 1980. Contrairement à l'Union soviétique, la Chine ne conteste pas l'ordre mondial, ni même le système américain. Elle veut simplement s'intégrer et prendre la meilleure place possible. Elle s'accommode parfaitement d'un capitalisme (américain) qui sert ses propres intérêts et a d'ailleurs adhéré à l'OMC en 2001.

Le « danger » chinois est davantage dans la compétition commerciale et économique que livre Pékin à Washington que dans la rivalité entre deux systèmes antagonistes. Il s'agit plus de rivalités nationales classiques que de la recherche d'une hégémonie passant par la destruction d'un système concurrent. Certes, la Chine se distingue de la position américaine sur de nombreux sujets diplomatiques. Pourtant, elle n'a pas réagi de façon très virulente après la destruction de son ambassade à Belgrade par un missile américain lors de la guerre du Kosovo de 1999. De même, la Chine s'est très modérément opposée à la guerre d'Irak, et l'a fait avec moins de vigueur que la France, l'Allemagne ou la Russie.

Pour les Chinois, le maintien du marché américain, qui leur permet d'engranger un excédent commercial important et de stimuler l'appareil productif national, est primordial. On peut même dire que du point de vue économique, Chinois et Américains ont en fait partie liée. Les trois quarts des 1 200 milliards de dollars de réserves de change chinoises sont réinvestis aux États-Unis, ce qui permet d'éviter une chute du cours du dollar. Cependant, la Chine n'hésite plus, depuis 2009, à remettre en cause le rôle du dollar comme monnaie internationale. Depuis 2006, des officiels chinois et américains se rencontrent tous les six mois pour un



« dialogue économique stratégique » qui doit permettre de résoudre les distorsions économiques entre les États-Unis et leur second partenaire commercial (après le Canada). Les principales demandes américaines portent sur la réduction des excédents commerciaux chinois, une réévaluation du yuan, et une protection accrue, sur le marché chinois, de la propriété intellectuelle. Donald Trump, au cours de la campagne électorale de 2016, a affirmé vouloir réduire le déficit commercial américain à l'égard de la Chine *via* des taxes à l'importation. Il y a finalement renoncé car elles auraient été dommageables pour l'économie américaine. Mais, il s'est lancé dans une guerre de tarifs sur certains produits d'importation à l'issue incertaine, à laquelle la Chine a immédiatement réagi. Les deux pays vont-ils se lancer dans une guerre commerciale où il n'y aurait que des vaincus ?

À l'inverse de cette idée reçue, certains évoquent un « G2 » qui verrait Pékin et Washington en charge des affaires mondiales, une sorte de condominium sino-américain. Cela n'a pas plus de sens. En fait, États-Unis et Chine sont à la fois partenaires et rivaux.

Les sanctions internationales sont efficaces

Évitant le recours à la guerre, les sanctions économiques permettent de faire plier un État contrevenant à l'ordre international et de le contraindre à adopter une attitude plus conforme à l'intérêt général. Elles sont la marque d'une société internationale régie par le droit.

Le terme de « sanctions » n'apparaît pas dans la Charte des Nations unies, qui parle de « mesures » ou « d'actions ». Elles relèvent du chapitre 7, allant de l'embargo à l'interdiction de déplacement, peuvent concerner les secteurs culturel ou sportif et avoir un fort impact symbolique. Elles peuvent même aller jusqu'à l'emploi de la force.

Avant la fin de la guerre froide, le Conseil de sécurité des Nations unies n'a pas pu adopter beaucoup de régimes de sanctions. Chaque membre permanent protégeait ses alliés par son droit de veto. Les sanctions et leurs menaces ont néanmoins été efficaces pour faire plier l'Afrique du Sud et la contraindre à mettre fin au régime de l'apartheid, succès le plus éclatant.

En 1990, le Conseil de sécurité décide de recourir à la force si l'Irak ne s'est pas retiré avant le 15 janvier 1991 du Koweït, qu'il a annexé. C'est la première fois que l'usage de



la force est réalisé avec succès dans les conditions prévues par la Charte. Dans les années 1990, les sanctions vont se multiplier. Une quinzaine de décisions vont être prises en ce sens.

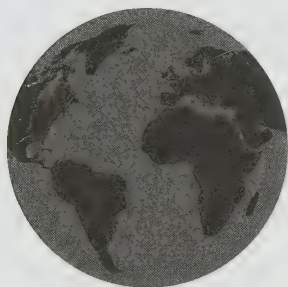
Au-delà de leur apparente efficacité, plusieurs questions ont été posées sur les sanctions. Les sanctions économiques touchent souvent plus la population que le régime. L'embargo sélectif sur de nombreux produits, décidé contre l'Irak, a causé la mort de 500 000 personnes, dont de nombreuses femmes et enfants, sans pour autant affaiblir le régime politique de Saddam Hussein. De plus, le PIB par habitant de l'Irak a été divisé par dix et les systèmes éducatifs ou de santé ont été atteints. Des sanctions ont été décrétées à l'égard de la Corée du Nord, isolant le pays sans mettre plus en difficulté les autorités.

Ces restrictions pèsent sur les populations, pas sur les cercles dirigeants. De plus, la répétition des sanctions isole le pays sans réellement mettre en difficulté le régime, car ce dernier joue sur la peur de son effondrement. L'embargo mis en place contre Cuba entre 1961 et 2014 a eu un impact sur l'économie du pays, sur le niveau de consommation des Cubains, mais n'a pas affaibli le régime castriste. Fidel Castro est resté au pouvoir pendant que dix présidents américains se sont succédé à Washington. Des sanctions décidées par les pays occidentaux à l'égard de la Russie à la suite de l'annexion de la Crimée en 2014 sont venues gêner Moscou, mais moins que la baisse du cours du baril de pétrole, et ont eu également des aspects économiques négatifs pour les pays qui les avaient décrétées.

L'époque où les Occidentaux pouvaient décréter des sanctions qui pénalisaient réellement les autres pays est révolue. Ils n'ont plus le monopole de la puissance. Il ne



faut pas confondre sanctions *internationales* et sanctions *occidentales*, de même qu'il ne faut pas confondre communauté *internationale* et communauté *occidentale*. Des sanctions purement et uniquement occidentales ne peuvent avoir qu'un effet limité, du fait de l'émergence des autres puissances et de la multipolarisation du monde. Pour réussir, il faut que les sanctions soient suivies le plus largement possible et soient donc décidées collectivement, de façon réellement globale, comme ce fut le cas contre l'Afrique du Sud et l'Irak en 1990. Il faut également cibler les dirigeants et épargner les populations.



La démocratie

Les démocraties ne font pas la guerre

Dans un système démocratique, ce sont les peuples qui ont le pouvoir de décision. Étant les premiers à souffrir des effets des conflits, ils ne souhaitent pas faire la guerre. Les dictateurs, au contraire, peuvent facilement entraîner leurs populations, qui n'ont pas voix au chapitre, dans des guerres dont elles sont les premières victimes.

Au début des années 1990, après la chute du mur de Berlin et le démantèlement de l'empire soviétique, la théorie de la paix démocratique connut une nouvelle vigueur. La menace soviétique et la désignation du bloc communiste comme l'agresseur potentiel avaient façonné les consciences occidentales tout au long de la guerre froide et étaient venues renforcer le lien entre la nature non démocratique des sociétés de l'Est et leur caractère belliqueux. À l'inverse, le monde occidental était présenté comme étant de nature pacifique, garantissant les libertés pour ses citoyens, renforçant la thèse de la paix démocratique.

A contrario, les pays d'Europe occidentale, qui au cours des siècles passés s'étaient affrontés sans fin, allant jusqu'à déclencher deux conflits mondiaux, étaient entrés



depuis 1945 dans une période de paix (sur leur territoire métropolitain) confortée par l'instauration de la future Union européenne (signature en 1957 du traité de Rome), organisation uniquement ouverte aux démocraties. La guerre était devenue impensable entre les membres de la Communauté européenne, pourtant ennemis d'hier. Le développement du système démocratique dans le monde constituait la meilleure solution pour mettre fin au risque de guerre. Le président américain Bill Clinton (1993-2001) allait faire de la paix démocratique l'un des axes majeurs de sa politique étrangère. Selon lui, soutenir la démocratie était dans l'intérêt national américain, car les États-Unis avaient intérêt à un monde pacifique où leurs valeurs libérales seraient mieux respectées. Mais cette théorie va être battue en brèche.

Si un système démocratique est évidemment préférable pour la population, démocratie ne rime pas pour autant avec paix, pas plus que dictature avec guerre (le dictateur chilien, Pinochet, ne s'est jamais lancé dans une guerre). En revanche, les États-Unis, puissance démocratique par excellence, se sont régulièrement lancés dans des aventures militaires pour défendre leurs valeurs ou leurs intérêts. Israël, qui se présente comme la seule démocratie du Proche-Orient, a pris l'initiative, à de nombreuses reprises, de déclencher des conflits dans la région, y compris contre la démocratie libanaise en 2006. De même, ce fut l'Inde démocratique qui attaqua le Pakistan en 1971.

Plus récemment, au nom de la protection des droits humains, les démocraties n'ont pas hésité à se lancer dans des guerres, y compris de grande ampleur. En 1999, les pays de l'OTAN (tous des régimes démocratiques) ont attaqué la Serbie (dont le président Milošević, à la politique certes



répressive, avait été élu), sans mandat de l'ONU et sans être en état de légitime défense, pour protéger la population du Kosovo. Si les États-Unis ont pu invoquer la légitime défense pour attaquer l'Afghanistan (le régime taliban abritant Oussama Ben Laden et des camps d'entraînement d'Al-Qaïda, instigateur des attentats du 11 Septembre sur le sol américain), ils seraient bien en peine de faire de même (ou invoquer un feu vert de l'ONU) pour justifier la guerre d'Irak en 2003, dirigé par le dictateur Saddam Hussein.

En Libye, la résolution 1973, qui permettait une intervention militaire destinée à mettre en œuvre la « responsabilité de protéger » la population, a été modifiée en cours de mission par la France et la Grande-Bretagne afin de parvenir à un changement de régime. Là encore, ce sont des démocraties qui ont lancé une guerre contre une dictature.

La démocratie peut s'exporter

Face à un régime dictatorial, les populations sont démunies et ne peuvent instaurer seules la démocratie. Dès lors, pour les aider à se débarrasser de la dictature et mettre fin à l'oppression, une intervention extérieure peut être nécessaire pour permettre de rétablir les libertés publiques.

Ce raisonnement a été poussé à l'extrême par les néo-conservateurs américains, qui ont justifié la guerre d'Irak notamment par la nécessité d'y établir une démocratie. Ce fut plutôt le chaos qui s'y est établi après la destruction des structures étatiques irakiennes. L'histoire montre que la guerre ou la menace de guerre a toujours pour résultat de souder une population autour de son gouvernement par réaction nationale, et ce, quelles que soient les critiques portées auparavant contre ce même gouvernement. La guerre lancée contre l'Iran par l'Irak en 1980, par exemple, a beaucoup contribué à l'instauration d'un régime répressif par Khomeiny.

Un régime se sentant en danger pourra toujours jouer sur la menace d'un péril extérieur afin de restaurer sa légitimité. Par ailleurs, le libérateur, même s'il est bien accueilli initialement, comme le montrent les exemples irakien et afghan, apparaît très vite comme un occupant,



et est donc rejeté ; les personnalités locales qui participent au nouveau régime sont rapidement considérées comme des collaborateurs ; le système politique mis en place de l'extérieur, même plus libéral et démocratique, ne semble pas légitime. Les interventions militaires extérieures débouchent plus souvent sur le chaos que sur la mise en place d'un régime stable et démocratique.

La démocratie est un processus qui est à la fois lent et interne, comme nous le montre d'ailleurs l'exemple européen. Aucune démocratie existante ne s'est créée de façon instantanée, l'expérience française depuis 1789 est sur ce point éclairante, faite d'allers-retours entre des régimes républicains et démocratiques, et d'autres monarchiques, impériaux ou autoritaires. Aucune démocratie n'a été fondée par une intervention extérieure, encore moins par la guerre. Les exemples allemand et japonais, parfois cités, ne sont guère pertinents. En Allemagne, la fin de la Seconde Guerre mondiale a vu le rétablissement de la démocratie brisée par Hitler à partir de 1933. Le Japon représente un cas très spécifique, entre fin de la Seconde Guerre mondiale, maintien du régime impérial et bombardements nucléaires.

Le monde extérieur – États, ONG, opinions publiques, institutions internationales et également entreprises – peut jouer un rôle d'assistance, par la multiplication des contacts avec la société civile, par l'aide aux opposants, par l'accueil des réfugiés, par une série de mesures incitatives pour les pays en voie de démocratisation. Les démocraties durablement installées sont celles qui sont le fruit de mouvements internes de la société. Et partout dans le monde, grâce à un accès accru à l'information et aussi à l'éducation, les citoyens font de plus en plus entendre leur voix.

Les valeurs occidentales sont universelles

Les valeurs dites « universelles » sont parfois confondues avec les valeurs occidentales, celles-ci devant naturellement s'étendre à l'ensemble du monde. La démocratie, les droits de l'homme sont nés en Europe occidentale et se sont par la suite répandus sur les autres continents. Dès lors, ne pas accepter les normes occidentales ne pourrait qu'être le fait de régimes hostiles aux droits universels.

Le débat sur la relation entre normes universelles et normes occidentales comporte deux écueils. Le premier consiste à nier l'universalité de certains droits fondamentaux au nom d'un relativisme culturel qui justifierait de graves violations des droits humains. Le second réside dans le sentiment d'une hiérarchie des cultures. Consciemment ou inconsciemment, certains Occidentaux à vocation universaliste peuvent vouloir mener une politique de puissance aux noms d'idéaux démocratiques, le cas limite de cette tendance étant la guerre d'Irak, justifiée aux yeux de l'administration américaine par l'implantation d'un système démocratique.



La démocratie et les droits de l'homme ne seraient-ils bons que pour les peuples occidentaux ? Non, ce serait nier la très forte aspiration de tous les peuples du monde à en bénéficier. Ainsi, Asie et démocratie ont longtemps été réputées incompatibles ; pourtant la Corée du Sud et Taïwan, autrefois des dictatures, ont pu, en quelques décennies, installer de véritables démocraties où sont respectés les droits de l'opposition. L'Inde est une démocratie depuis sa création, l'Indonésie l'est devenue récemment. En Afrique, la démocratie progresse sur tout le continent. Elle tente de faire une percée dans le monde arabe. Hors du champ strictement politique, la guerre des valeurs continue également de faire rage, notamment dans le cadre familial et des rapports hommes/femmes. Ainsi l'ancien Premier ministre de Singapour, Lee Kuan Yew, opposait les valeurs orientales faites de respect de l'autorité et d'attention portées aux anciens à la permissivité occidentale. De même, la notion de respect des droits des femmes est sujette à variation d'Est en Ouest : les publicités ou la pornographie sont considérées comme une atteinte aux droits des femmes dans le monde musulman, le port du voile et la polygamie le sont de même dans le monde occidental.

Les Occidentaux relativisent parfois leurs propres turpitudes (esclavage, colonisation, guerres mondiales, Shoah). Et ce qu'on leur reproche souvent n'est pas de proclamer un attachement à leurs valeurs mais de les appliquer de façon sélective, les arguments moraux étant souvent le masque d'intérêts géopolitiques.

L'ingérence est une idée progressiste

L'ingérence est une idée généreuse fondée sur la solidarité, le refus de l'indifférence aux souffrances d'autrui et le rejet du cynisme politique dans les relations internationales. L'ingérence est souvent présentée comme une victoire du droit des individus et des peuples contre les gouvernements et les États, comme une garantie contre les violations massives des droits fondamentaux, comme une preuve de générosité et d'intérêt pour la souffrance des hommes.

Cette version de l'ingérence est née durant la guerre du Biafra (1967-1970), qui avait entraîné une terrible famine. Le silence des gouvernements avait incité à la création d'ONG telles que Médecins Sans Frontières, professant que l'urgence humanitaire pouvait justifier l'ingérence humanitaire. Cette pratique a été théorisée notamment par le juriste Mario Bettati, ainsi que par le médecin et homme politique français Bernard Kouchner. Le droit d'ingérence, terme créé par l'essayiste Jean-François Revel en 1979, est la reconnaissance du droit d'un ou plusieurs États de violer la souveraineté nationale d'un autre État, dans le cadre d'un mandat accordé par une autorité



supranationale (par exemple l'ONU). Le devoir d'ingérence est l'obligation pour un État d'apporter de l'aide à une population à la demande d'une autorité supranationale.

Or, droit et devoir d'ingérence sont des notions contestées. Cette vision, d'apparence généreuse et largement répandue parmi les nations du Nord, n'est pas partagée par celles du Sud qui considèrent l'ingérence comme une arme de la puissance, un moyen d'intervenir dans les affaires des pays faibles sous couvert d'arguments moraux. L'ingérence justifiant une intervention des pays du Nord dans les affaires intérieures des pays du Sud rappelle dès lors le colonialisme qui lui aussi s'était paré d'apparences de générosité (santé, éducation, développement, etc.).

L'ingérence se pratique d'ailleurs toujours dans le sens des pays du Nord (qui ont les moyens d'intervenir) vers les pays du Sud (où ont lieu la plupart des catastrophes humanitaires). On imagine mal un pays du Sud proposant d'intervenir dans les affaires intérieures d'un pays plus puissant. Les partisans de l'ingérence avancent que ce sont les dictatures qui s'opposent à ce concept mais les démocraties du Sud, y compris les grands émergents (Inde, Mexique, Afrique du Sud) y sont farouchement opposées, car elles l'estiment néocoloniale. Le paradoxe est que la non-ingérence dans les affaires intérieures a longtemps été un combat progressiste afin d'empêcher les interventions des puissances coloniales ou impériales au sein des peuples du Sud. La Charte de l'ONU est bâtie sur le principe de la non-ingérence afin justement de protéger les États faibles.

Les pays du Sud mettent en avant l'application sélective de l'ingérence en fonction du degré d'animosité avec le pays concerné, et non pas en fonction de l'ampleur de la violation constatée des droits fondamentaux. Le problème



réside à la fois dans le pouvoir de décision (qui décide de l'ingérence, selon quels critères et quelles modalités ?) et de son application sélective (pourquoi agir dans tel cas et ne rien faire face à une situation moralement comparable mais qui implique des États avec lesquels on a des relations différentes ?). Pour être légitime – et donc efficace – l'ingérence doit être décidée sur une large base multilatérale.

L'ancien secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, avait évoqué la « responsabilité de protéger » afin d'empêcher à la fois l'instrumentalisation du principe de souveraineté par les dictateurs et celui d'ingérence par les grandes puissances.

Ce dernier a été mis en œuvre par la résolution 1973, en 2011, pour protéger la population de Benghazi en révolte contre le colonel Kadhafi. La Russie et la Chine se sont abstenues, permettant l'adoption de la résolution. Mais la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis ont transformé l'intervention militaire en cobelligérance avec les insurgés, transformant la mission de protection de la population en ingérence classique, ce qui risque d'entraver sa mise en œuvre future, comme en témoigne le blocage persistant à l'ONU concernant la Syrie.

La *realpolitik* est amoral

C'est au nom de la *realpolitik* que les démocraties ont parfois toléré, voire aidé, des dictatures et ont foulé aux pieds les principes moraux sur lesquels elles affirment être bâties.

En relations internationales, la *realpolitik* (mot d'origine allemande) est une politique visant à l'efficacité, sans considération de doctrine ni de principes. Pourtant, cette notion de *realpolitik* reste ambiguë pour beaucoup, le réalisme étant souvent pris comme la renonciation à des aspirations universelles et morales.

L'appropriation de la *realpolitik* par Richard Nixon et Henry Kissinger – en opposition à la tradition « morale » ou « moraliste » américaine – est venue contribuer au discrédit de ce concept. Elle s'est accompagnée d'un cynisme absolu concernant, par exemple, dans un premier temps l'extension de la guerre du Vietnam ou l'aide apportée au coup d'État contre Salvador Allende au Chili en 1973, tout en s'accommodant de l'existence de l'Union soviétique, puissance considérée comme immorale (Ronald Reagan en parlera plus tard comme étant « l'empire du Mal »). Mais elle a également conduit à une politique de « détente » soviéto-américaine.



Prise au sens étroit du terme, la *realpolitik* serait, au mieux, l'accommodement de la situation existante, au pire, le sacrifice de l'intérêt général au profit d'un intérêt national particulier. Une définition plus moderne de la *realpolitik* s'oppose à la posture consistant à prendre des positions au nom de la morale sans prendre en considération les moyens et/ou difficultés pour y parvenir, et les résultats concrets que pourrait avoir la politique qui est recommandée en théorie.

À l'extrême, cet angélisme peut aggraver la situation, plutôt que l'améliorer. La situation du Darfour en est une illustration : au nom de la lutte contre les massacres de populations relevant de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité (ou moins 200 000 morts et 2 millions de réfugiés en quatre années de guerre), certains ont prôné une intervention militaire contre le gouvernement soudanais, à laquelle s'opposait l'ensemble des organisations non gouvernementales (ONG) présentes sur le terrain, qui privilégiaient plutôt un règlement politique et mettaient en garde contre les effets négatifs qu'une intervention aurait sur les victimes. On a vu dans ces circonstances que le débat sur la morale n'était d'ailleurs pas entre États d'un côté, ONG de l'autre, mais peut-être plus entre ONG réellement engagées sur le terrain et intellectuels engagés avant tout sur la scène médiatique. Mener une véritable *realpolitik* pourrait consister en un ensemble d'actions visant à une transformation positive de l'état du monde à partir d'une analyse réaliste du rapport de force. La *realpolitik* peut être liée au réalisme, pas forcément au cynisme. Il est parfois trop facile de prendre des « postures morales » que l'on sait impossible à mettre en œuvre.

La Russie ne peut être gouvernée que par un régime fort

Aucun régime démocratique n'a pu s'imposer en Russie. Du régime tsariste au système communiste, seuls des pouvoirs forts sont aptes à diriger une population de toute façon passive et exigeant l'ordre avant tout.

Pierre le Grand, Catherine II, Lénine et Staline ont dirigé d'une main de fer la Russie. Lorsque le pouvoir s'est montré plus modéré, qu'il s'agisse de tsars plus libéraux ou de Gorbatchev, l'URSS et la Russie ont été mises en difficulté, tant sur leur territoire qu'à l'extérieur. Vladimir Poutine, président de la Fédération de Russie de 2000 à 2008 et qui l'est redevenu en 2012 – après avoir été Premier ministre entre les deux – a restauré l'autorité de la Russie sur la scène internationale au prix d'un retour à l'autoritarisme sur le plan intérieur. Malgré les limitations apportées aux libertés publiques, il jouit d'une très grande popularité dans l'opinion russe. Faut-il en conclure que la Russie serait par nature inadaptée à la démocratie ? Que seul un régime à poigne pourrait se faire respecter, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur ?



Cette situation s'expliquerait par un facteur géographique : le pays étant trop grand pour être géré démocratiquement. Second facteur d'explication, l'héritage historique : la Russie n'a jamais connu de démocratie. Enfin, un facteur culturel est souvent avancé : le « caractère slave » exigerait un pouvoir fort. Le critère géographique peut être rapidement balayé : la majeure partie de la population vit dans un espace restreint ; de plus, d'autres pays continents comme l'Inde, les États-Unis ou le Canada, sont la preuve que le gigantisme n'est pas incompatible avec la démocratie. Il est certain qu'il peut y avoir une nostalgie de l'Union soviétique et de sa grandeur chez certains Russes. En effet, l'avènement de la démocratie, encore trop récente pour être réellement enracinée, s'est effectué sur fond d'humiliation internationale, de croissance forte des inégalités économiques et sociales et d'insécurité. Ces aspects négatifs, très rudement ressentis, expliquent la désaffection de la population à l'égard de la démocratie, dont l'établissement serait venu détruire les acquis de la période communiste.

L'enracinement d'une démocratie va souvent de pair avec l'affirmation d'une classe moyenne qui devient son socle principal. Elle se développe en Russie et c'est de là que vient la contestation du régime. Pourtant, conclure que la Russie est inapte à la démocratie, c'est oublier que, dans les sociétés européennes, la culture démocratique a mis des décennies, voire des siècles, à s'enraciner, sans compter les nombreuses « parenthèses » autoritaires et les retours en arrière que ces pays ont connus dans leur marche vers la démocratie. Ainsi la France, patrie des droits de l'homme et du citoyen, a connu entre 1789 et nos jours de nombreuses périodes autoritaires, dont deux Empires, une Restauration et l'État vichyste.



L'élection triomphale de V. Poutine à la présidence en 2018 est considérée comme un signe supplémentaire de l'incapacité de la Russie à se démocratiser. Pour autant, la société civile se développe et se fait de plus en plus entendre. Elle a notamment fait reculer V. Poutine sur la réforme des retraites annoncée à l'été 2018. Mais les tensions internationales, et la dénonciation des menaces venues de l'étranger après la crise ukrainienne de 2014 ont permis à Poutine d'élargir sa popularité malgré son autoritarisme, grâce à un réflexe patriotique. À terme, les citoyens russes, comme les autres, se feront cependant de plus en plus entendre, surtout si les tensions internationales diminuent.



L'islam est incompatible avec la démocratie

Aucun pays musulman n'est une démocratie. Au contraire, la plupart de ces pays sont des dictatures où la place de la religion étouffe tout développement de la société civile. La femme y a toujours un statut mineur.

S'il est vrai que la plupart des pays musulmans ne sont pas des démocraties, la généralisation de l'incompatibilité entre l'islam et la démocratie est abusive et ne se vérifie d'ailleurs pas dans les faits. Elle provient de deux erreurs de perspective. D'une part, le monde musulman est assimilé au monde arabe ; or, l'Asie du Sud et du Sud-Est compte trois fois plus de musulmans que les pays arabes, et les pays arabes sont aussi les patries de communautés chrétiennes. D'autre part, le conflit israélo-arabe est transposé dans une logique du modèle de la guerre froide comme étant un conflit entre démocratie (Israël) et dictatures (pays arabes).

Le monde arabe est en effet très en retard en ce qui concerne la démocratisation et le développement humain, ce qui d'ailleurs a été déploré dans les rapports successifs du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), réalisé par des Arabes eux-mêmes.



Paradoxalement, les Palestiniens, qui n'ont pas d'État reconnu, ont un système démocratique qui a pu engendrer des élections débouchant sur une véritable alternance politique. Le Hamas est un mouvement d'opposition ayant remporté les élections législatives de janvier 2006 dans des conditions de transparence vérifiées par la communauté internationale. Problème de taille, cependant : le Hamas est considéré comme un mouvement terroriste par Israël et les pays occidentaux, qui ont rompu les relations avec le gouvernement palestinien. De fait, l'environnement géopolitique (permanence du conflit israélo-palestinien, soutien des États-Unis à Israël, guerre d'Irak, conflit syrien) donne une grande popularité dans les pays arabes aux formations radicales et antiaméricaines.

Mais les mouvements de démocratisation dans les autres pays arabes n'ont pas toujours été aidés – c'est le moins que l'on puisse dire – par les pays occidentaux qui ont souvent privilégié la stabilité des régimes en place au détriment de la démocratie. Ce fut le cas, par exemple, après le coup d'État militaire en Égypte en 2013. Dans le reste du monde musulman, la démocratie peut exister. C'est le cas notamment en Turquie de façon assez ancienne, même si constitutionnellement l'armée se voit toujours accorder des droits spécifiques. Après un coup d'État manqué en juillet 2016, le président Recep Tayyip Erdoğan durcit le régime, revenant sur de nombreux acquis démocratiques.

Le pays musulman le plus peuplé du monde, l'Indonésie, est devenu une réelle démocratie après la fin du régime mis en place par un coup d'État en 1965. La Malaisie se démocratise également.

Le régime du président Musharraf au Pakistan a été soutenu par le monde occidental au nom de la lutte contre



le terrorisme. Chacun s'accommode des régimes dictatoriaux d'Asie centrale au nom du même principe.

En ce qui concerne les droits des femmes, les pays arabes et musulmans connaissent des situations très contrastées, du plus obscurantiste au plus libéral. Mais, même dans les sociétés occidentales, l'émancipation des femmes, pour être réelle, n'est pas très ancienne. Par exemple, les Françaises n'ont le droit de vote que depuis 1944.

Les Arabes, comme les autres, souhaitent la démocratie. Ce sont les circonstances historiques et géopolitiques qui en ont retardé l'émergence. Les dictatures ont été soutenues par les Occidentaux au nom de la lutte contre le communisme et l'islamisme. Le développement des sociétés civiles produira, ici comme ailleurs, un mouvement de démocratisation. Le « printemps arabe » n'a pas apporté la démocratie partout, mais les révolutions sont des processus tortueux et souvent émaillés de soubresauts.

La Tunisie est la vitrine démocratique du monde arabe avec une alternance acceptée par le parti islamiste en octobre 2014.

Ainsi, le déficit démocratique dont souffrent de nombreux pays musulmans n'est pas lié à la religion mais aux circonstances géopolitiques et historiques. Il n'existe donc pas de « malédiction démocratique de l'islam ».



L'Afrique n'est pas mûre pour la démocratie

Absence de structures étatiques stables, divisions irrémédiables entre ethnies pouvant s'opposer violemment, corruption endémique, sous-développement aussi bien économique que politique, l'Afrique ne peut pas se payer le luxe de la démocratie.

Cette affirmation confond une situation à un moment donné et un caractère essentiel ou éternel. S'il est vrai qu'il y a encore des régimes non démocratiques en Afrique, cela ne signifie pas pour autant que l'Afrique soit vouée à être dirigée par des pouvoirs forts ou par des dictateurs. Cette affirmation de nature essentialiste tend à privilégier la stabilité des régimes en place sur une ouverture démocratique censée être dangereuse. S'il est vrai que les transitions démocratiques offrent parfois des périodes de fragilité, le maintien des dictatures n'est jamais pour autant une garantie de stabilité de long terme, un leader autoritaire pouvant être renversé par un autre. L'affirmation a par ailleurs des relents condescendants, pour ne pas dire racistes : ce qui serait bon pour les uns (les peuples développés économiquement et dans les autres domaines) ne serait pas bon pour les Africains, trop peu matures pour goûter aux joies de la démocratie.

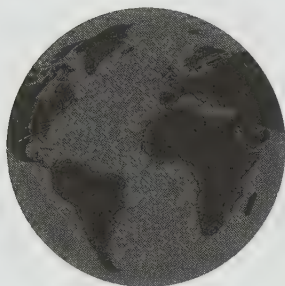


La question de la démocratisation de l'Afrique a été posée avec une acuité nouvelle lorsque l'Europe de l'Est a été libérée de la tutelle soviétique et que la démocratie s'est répandue dans une partie du continent où elle était auparavant inespérée. Mais l'Afrique n'a pas la même histoire. Les indépendances sont récentes (elles datent des années 1960 pour la plupart) et les jeunes États issus de la décolonisation ont rapidement été soumis à la compétition Est/Ouest. Les Occidentaux, qui prônaient la démocratie chez eux, acceptaient fort bien de traiter avec des régimes dictatoriaux en Afrique, du moment qu'ils professaient une opposition à l'Union soviétique. Dans les années 1990, l'Afrique a connu les désordres issus de la dérégulation, de la chute du prix des matières premières et de la rigueur budgétaire imposée par les institutions financières mondiales. Ces circonstances l'ont déstabilisée socialement et politiquement. De nos jours, la lutte pour la possession des nombreuses richesses de l'Afrique (pétrole, métaux rares, pierres précieuses, etc.) génère des conflits à l'intérieur et entre de nombreux États, et ajoute à la complexité de la situation en attirant des pays non africains (comme la France, les États-Unis, le Japon, le Brésil).

De plus, les pays occidentaux n'ont pas créé leur démocratie de façon instantanée. D'ores et déjà, en Afrique, des pays comme le Sénégal, le Ghana, le Botswana, le Bénin ou la Namibie respectent les libertés fondamentales et sont des démocraties pleines et entières. Le Nigeria a connu en mars 2015 des élections libres et transparentes qui ont amené Muhammadu Buhari au pouvoir. Plus d'une quinzaine d'autres États peuvent connaître rapidement une transition démocratique. Quant à l'Afrique du Sud, elle est passée en moins de vingt ans d'un système raciste



d'apartheid extrêmement dur à un régime démocratique, modèle de réconciliation politique interethnique, même s'il connaît de graves problèmes de corruption. De 1960 à 1991, à l'exception de l'Île Maurice en 1982, aucun chef d'État ou de gouvernement n'avait vu son mandat prendre fin pacifiquement. Depuis 1991, plus de quarante gouvernements ont perdu le pouvoir à la suite d'élections. Au Burkina Faso, la population s'est révoltée contre Blaise Compaoré, qui voulait se maintenir au pouvoir en violation de la Constitution et suite à l'échec d'un coup d'État militaire en septembre 2015. Partout en Afrique, à des degrés divers, les sociétés civiles se développent, les citoyens ont de plus en plus accès à l'information et se font entendre. L'heure des pouvoirs absolus est révolue.



Le terrorisme

Le terrorisme est une menace existentielle pour les pays occidentaux

Il ne se passe pas un jour sans que la menace terroriste ne soit évoquée. Dans la presse, elle est citée par les dirigeants politiques et les experts comme étant leur préoccupation majeure concernant la sécurité nationale et internationale. Cette menace est présente de façon quotidienne et façonne nos modes de vie.

Contrairement à la guerre classique, il est vrai, le terrorisme peut frapper chacun d'entre nous dans l'exercice de ses activités quotidiennes : transport, travail, courses, loisirs. Il n'y a, *a priori*, pas de lieu qui puisse être à l'abri du terrorisme. Les attentats de janvier 2015 à Paris contre *Charlie Hebdo* et un supermarché casher l'ont rappelé tragiquement. Si le symbole de la puissance économique américaine qu'était le World Trade Center a pu être détruit, c'est bien qu'aucune protection n'est totalement efficace. Les terroristes ont l'avantage de la mobilité, du choix du lieu, du moment et de la cible, et il suffit qu'un attentat réussisse pour faire oublier les dizaines d'autres qui ont été déjoués. De plus, n'importe qui semble pouvoir réaliser un attentat, car ce type d'entreprise ne nécessite pas de moyens



extrêmement onéreux ou sophistiqués (des modes d'emploi de fabrication artisanale de bombes sont même accessibles sur Internet !), d'où le sentiment d'un danger de tous les instants.

Mais au-delà de ce caractère spectaculaire, le coût humain et matériel des attentats terroristes est généralement bien moindre que celui d'affrontements armés classiques ou de bombardements de populations civiles. Si les attentats contre le World Trade Center et le Pentagone ont tant frappé les esprits, c'est non seulement parce que les attaques ont touché les États-Unis sur leur sol, mais surtout parce qu'ils ont fait un nombre très important de victimes (près de 3 000 morts, et ce à la surprise même des instigateurs) et ont été suivis en direct par des millions de téléspectateurs de par le monde. L'effet d'identification avec les victimes a été total : « Nous sommes tous Américains », titrait le quotidien *Le Monde* au lendemain des attentats. Ainsi, l'effet du terrorisme et sa réussite sont avant tout psychologiques.

Aujourd'hui, les principales victimes du terrorisme sont situées dans le monde musulman et sont concentrées dans cinq pays : Inde, Irak, Somalie, Pakistan et Nigeria.

Dès 1962, Raymond Aron écrivait : « Est dite terroriste une action de violence dont les effets psychologiques sont hors de proportion avec les effets physiques. » La véracité de ses propos est encore plus flagrante aujourd'hui avec le développement des médias.

La menace est réelle. S'il ne faut pas la nier, il est également dangereux de la surestimer. De plus, il est vécu d'autant plus douloureusement par les puissances industrielles que celles-ci se considèrent en paix et en sécurité depuis plusieurs décennies, et que ce type de guerre asymétrique crée une menace venant de plus faibles qu'elles, menace contre laquelle leur arsenal militaire classique n'est pas adapté.



Ainsi, réduire à néant les dangers qui pèsent sur la planète, notamment en termes de menace terroriste, semble illusoire. En géopolitique, le risque zéro n'existe pas. La menace terroriste est néanmoins sans commune mesure avec ce qu'était la menace soviétique pour le monde occidental.

Le principal risque est de conférer aux terroristes une importance démesurée entraînant une modification de nos modes de vie et une restriction à outrance des libertés publiques. Il y a également un danger de procéder par amalgame, de rendre les musulmans collectivement responsables des attentats djihadistes et de dresser les populations occidentales contre eux. C'est d'ailleurs ce que recherche Daech [État islamique en Irak et au Levant] : créer un fossé entre les musulmans et les autres.

Les Occidentaux doivent apprendre à vivre avec le risque terroriste, qui est important, comme ils vivent avec d'autres risques – dont certains peuvent d'ailleurs causer davantage de morts –, auxquels ils sont plus habitués. Mettre le terrorisme au centre de l'agenda conduit peut-être à faciliter le recrutement et leur financement en impressionnant des esprits faibles.

Dans son ultime discours sur l'état de l'Union, en janvier 2016, Barack Obama battait en brèche l'idée d'une troisième guerre mondiale engagée contre l'État islamique : « Des grappes de combattants à l'arrière de pick-up et des esprits malades complotant dans des appartements ou des garages posent certes un énorme danger pour les civils, mais ils ne représentent pas, comme Daech veut le faire croire, une menace existentielle pour notre nation. »

En 2017, le nombre d'attaques (10 900) et de morts (26 445) ont respectivement diminué de 20 et 24 % par rapport à 2016. 84 % de ces attaques se sont produites au



Moyen-Orient, en Afrique et en Asie du Sud, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord concentrent 35 % du bilan mondial. En 2017, l'Europe de l'Ouest a connu 291 attaques causant 83 morts, ce qui correspond à 3 % du total mondial (chiffres GTD *Overview Terrorism 2016*¹).

1 START Background Report, université du Maryland, août 2017.

Comprendre le terrorisme, c'est le légitimer

Le terrorisme n'a aucune circonstance atténuante. Il est donc inutile, voire dangereux, de chercher à le comprendre. Comprendre amène à conférer une légitimité aux auteurs d'actes de terrorisme et à amoindrir leur responsabilité par une culture de l'excuse qui a pour but et pour effet de justifier l'injustifiable.

Comprendre un phénomène ne revient pas à l'approuver, et l'expliquer ne consiste pas à le légitimer. On peut au contraire penser que pour lutter efficacement contre le terrorisme, il faut en démonter les mécanismes et les ressorts afin d'assécher le terreau qui le nourrit. Essayer de comprendre, par exemple, les mécanismes du cancer ne revient pas à l'accepter, mais au contraire à déployer les meilleurs moyens pour lutter contre ce fléau. Il faut à la fois être intransigeant avec le terrorisme, mais également avec ses causes. S'attaquer à ses effets sans traiter ses origines ne peut pas permettre un combat efficace.

S'interdire de comprendre le terrorisme pour éviter de l'excuser revient en fait à être entraîné dans l'impasse d'une solution purement militaire et forcément partielle. Si, par nature, certains groupes ethniques ou religieux étaient voués



à la violence terroriste et que le recours à ces méthodes n'est pas le fruit de circonstances historiques particulières, alors une réponse strictement militaire pourrait être justifiée et efficace. Mais l'histoire et l'actualité nous montrent que le terrorisme éclot dans des circonstances politiques particulières et que le tout militaire n'a jamais constitué une réponse adéquate contre cette violence spécifique, bien au contraire. Une fois de plus, l'exemple de la guerre d'Irak est pertinent : l'opération « *Iraqi Freedom* » avait pour objectif officiel de renverser le régime de Saddam Hussein, accusé par l'administration Bush de soutenir le terrorisme international et de mettre en danger la paix. Or, le résultat a été inverse : les attentats se sont multipliés en Irak, ce pays attirant désormais des groupes terroristes internationaux pouvant essaimer ultérieurement de par le monde. La création de Daech est un effet indirect de la guerre d'Irak de 2003. De plus, les services de renseignements américains ont même reconnu en septembre 2006 que le conflit irakien alimentait un profond ressentiment à l'encontre des États-Unis. Les réponses purement sécuritaires à ce type de défis conduisent de fait à plus d'insécurité.

Ainsi, ceux qui recommandent de ne pas réfléchir aux causes du terrorisme conduisent inévitablement à l'impasse d'une lutte sans fin : s'attaquer uniquement militairement aux terroristes, c'est alimenter le terreau dont ils se nourrissent et s'aliéner une partie de la population prise entre deux feux. Enfin, on peut s'interroger sur les motivations de ceux qui recommandent de ne pas réfléchir aux causes d'une menace qu'ils jugent eux-mêmes capitale...

L'islam est la source du terrorisme

Le monde occidental est frappé par des attentats terroristes exécutés par des musulmans. C'est au nom de l'islam que Daech et Al-Qaïda organisent des attentats. Le fanatisme religieux musulman explique le terrorisme. L'islam est plus porteur de dérive terroriste de par sa nature même.

En remontant au Moyen Âge, on trouve au Proche-Orient la célèbre secte des Assassins. D'obédience ismaélienne (une secte musulmane chiite), ses membres perpétrèrent des assassinats à la fois contre des dirigeants sunnites (également musulmans) qu'ils considéraient comme ayant usurpé le pouvoir, et contre les Croisés (chrétiens) qui occupaient une partie de la région. Il s'agissait essentiellement d'assassinats politiques dans le cadre d'une lutte pour le pouvoir et le territoire. Au ^{xix}^e siècle, en Europe, des attentats ont été commis par des nihilistes ou des anarchistes contre les représentants du pouvoir : assassinats du tsar Alexandre II en 1881, du président de la République française Sadi Carnot en 1894, de l'impératrice « Sissi » d'Autriche-Hongrie en 1898, etc. C'est un ultra-nationaliste Serbe, Gavrilo Princip, qui a assassiné l'archiduc François-Ferdinand en 1914. Au ^{xx}^e siècle



au Proche-Orient, les premiers à utiliser des attentats pour faire valoir leur cause ont été les militants sionistes en lutte contre les Britanniques qui occupaient la Palestine en vertu d'un mandat confié par la Société des Nations (SDN). Du Pays basque à l'Irlande, des ultranationalistes américains (attentat à Oklahoma City contre un bâtiment fédéral en 1995) aux Tigres tamouls du Sri Lanka, sans parler du terrorisme d'extrême gauche qui a frappé l'Europe dans les années 1970-1980 (bande à Baader en RFA, Action Directe en France, Brigades rouges en Italie, etc.), on s'aperçoit que, si le terrorisme a une actualité musulmane, il ne se résume pas à elle. Les extrémistes de droite, à l'image d'Anders Breivik, auteur du massacre de 2011 en Norvège, commettent également des attentats. Il est cependant vrai que dans la période récente, la majorité des attentats ont été commis au nom de l'islam. Mais ce sont des musulmans qui en sont les principales victimes.

Comment expliquer qu'une religion soit prédestinée au terrorisme et pas les autres ? Et comment expliquer que si une religion est vouée au terrorisme, tous ses fidèles n'y participent pas ? Le terrorisme n'est pas génétique ou civilisationnel : il est stratégique.

La grande majorité des musulmans condamnent le terrorisme. Comment expliquer alors que le texte du Coran n'a pas été modifié et que la religion musulmane n'a pas fondamentalement évolué, que des musulmans utilisent actuellement l'arme du terrorisme, alors qu'ils ne le faisaient pas au XIX^e siècle ? Ce n'est pas la religion qui est en cause, mais bien la modification des circonstances politiques et l'environnement stratégique. Le terrorisme djihadiste existait avant la guerre d'Irak mais celle-ci l'a stimulé.

L'amalgame musulman/terroriste, loin de combattre le terrorisme, conduit à son aggravation. C'est d'ailleurs



ce que recherchent Daech et Al-Qaïda. De même, il ne faut pas confondre islamiste et terroriste – que l'on soit ou non d'accord avec eux –, car la majorité des islamistes privilégient le combat politique, voire participent à certains gouvernements (Turquie, Tunisie, Maroc). En août 2016, le pape François déclarait « qu'il n'était pas juste d'identifier l'islam avec la violence ».

262466 - (I) - SOP 90° - NOC - MGS

JOUVE
1, rue du Docteur Sauvé, 53100 MAYENNE
N° 2822860G
Dépôt légal : janvier 2019

Imprimé en France

Face à une actualité chaque jour plus complexe et de plus en plus difficile à décrypter, la tentation est grande de considérer que Donald Trump est irrationnel, Kim Jong-un fou, qu'un complot dirige le monde ou encore que l'islam est la source du terrorisme.

En interrogeant les idées reçues les plus répandues, Pascal Boniface nous invite à découvrir un monde fait de contrastes. Grâce à une vision globale et une large perspective, il déconstruit les jugements à l'emporte-pièce qui ne résistent pas à un examen scrupuleux des rivalités géopolitiques.

Par un regard critique et expert, cet ouvrage rend accessibles les questions internationales qui agitent le débat public !

Pascal Boniface (@PascalBoniface, www.pascalboniface.com), directeur de l'IRIS (www.iris-france.org), est enseignant à l'Institut d'études européennes de l'Université Paris 8.



9 782200 624668

9,90 € Prix France TTC
7237938
ISBN : 978-2-200-62466-8

50 IDEES RECUES SUR
BONIFACE P.
lgl 0102

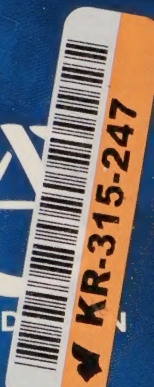
9,90€



9 782200 624668

GEOPOLITIQUE
0186 623114

13:30:46
04437423 050645 05



KR-315-247